



BRIEFING DE BRUXELLES SUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

UNE SÉRIE DE RÉUNIONS SUR DES QUESTIONS DE DÉVELOPPEMENT ACP-UE



Transformation rurale en Afrique : la voie de la réussite

Ce document a été préparé par
Isolina Boto, Manager, Bureau du CTA de Bruxelles
Avec l'assistance de Giacomo Dozzo et Mariaeleonora D'Andrea,
Assistants de recherche, CTA



Briefing n. 33

Transformation rurale en Afrique : la voie de la réussite

Bruxelles, 2 Octobre 2013

Ce document a été préparé par

Isolina Boto, Manager, Bureau du CTA
de Bruxelles

Avec l'assistance de
Giacomo Dozzo et
Mariaeleonora D'Andrea,
Assistants de recherche, CTA

Les informations présentées dans
ce document ont été compilées
afin de servir de document de fond
pour le 33e Briefing de Bruxelles
pour le développement rural intitulé
Transformation rurale en Afrique :
la voie de la réussite Ce Reader,
ainsi que la plupart des ressources,
sont disponibles sur [http://
bruxellesbriefings.net](http://bruxellesbriefings.net)

Table des matières

Contexte

Principaux enjeux pour l'agriculture africaine

2. Vue d'ensemble de l'agriculture africaine

2.1. Des systèmes agricoles variés

2.2. Production et commerce alimentaires

2.3. Commerce régional : le nouveau moteur

2.4. Insuffisance des performances du commerce interrégional en Afrique

3. Revitaliser l'agriculture en Afrique : Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA)

3.1. Évolution du PDDAA

3.2. Principaux domaines d'intervention du PDDAA

4. Financement de l'agriculture

4.1. Soutien à la recherche et au développement agricoles

5. Succès et opportunités pour l'agriculture africaine

5.1. Moteurs de succès : une multiplicité de facteurs

6. Perspectives d'avenir : transformation agricole et structurelle en Afrique

6.1. Transformation structurelle

6.2. Rôle de l'agriculture dans le processus de transformation

Conclusion

Annexes

Glossaire

Acronymes

Sources

Notes de fin de texte



Contexte

Le rapport sur le développement dans le monde (Banque mondiale, 2008) souligne l'importance de la croissance dans l'agriculture pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté. Selon le rapport, la croissance du PIB liée à l'agriculture augmente les revenus des pauvres 2 à 4 fois plus que la croissance du PIB non liée à l'agriculture. L'agriculture durable joue un rôle central dans la lutte contre l'insécurité alimentaire, en particulier dans les zones rurales. Selon le PNUD (2012b), il est important de renforcer la productivité agricole et la nutrition pour la sécurité alimentaire et le développement humain. Une augmentation de la production alimentaire contribuerait à renforcer la sécurité alimentaire en augmentant la disponibilité des aliments et en diminuant les prix alimentaires, améliorant ainsi l'accès à l'alimentation. De plus, une productivité plus grande augmenterait également les revenus des populations, avec un impact positif sur la santé et l'éducation (PNUD, 2012a).

L'agriculture demeure la source prédominante d'emplois dans de nombreuses régions et représente 63 % des revenus des ménages ruraux en Afrique, 62 % en Asie, 50 % en Europe et 56 % en Amérique latine. D'un point de vue historique, la croissance agricole a été le précurseur de la croissance industrielle en Europe et, plus récemment, dans certaines régions d'Asie. En outre, elle entraîne des effets plus larges ou multiplicateurs permettant aux pays pauvres de diversifier leur économie en développant des secteurs où la croissance peut être plus rapide et où la productivité et les salaires sont généralement plus élevés pour la main-d'œuvre. Dans les régions où la productivité agricole a connu une croissance lente, notamment dans de nombreuses régions d'Afrique subsaharienne, les activités non agricoles se sont également développées lentement.¹

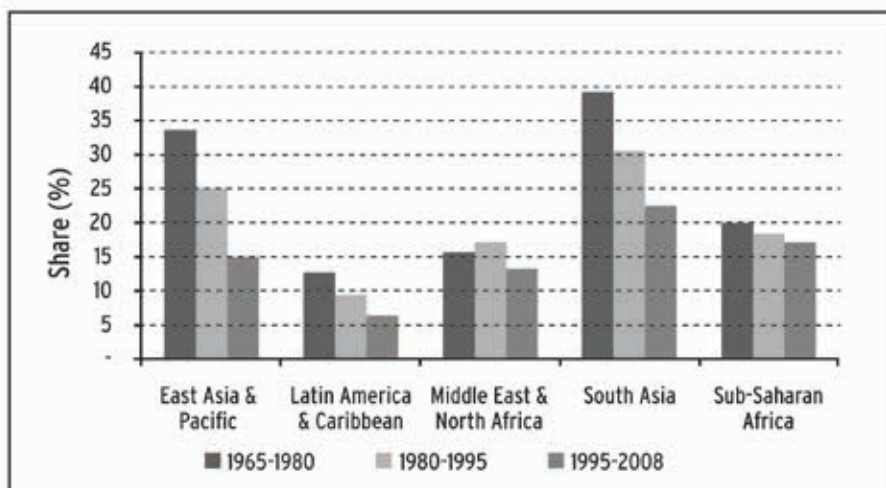
Soutenir l'agriculture suppose de soutenir les revenus de ceux qui cultivent directement ou qui

pratiquent des activités secondaires liées à l'agriculture. Comme l'avance la FAO, l'impact de la croissance agricole sur la réduction de la pauvreté est deux fois plus important que dans d'autres secteurs. « Si l'inégalité des revenus n'est pas excessive, la croissance agricole réduit la pauvreté au sein des populations les plus pauvres. Dans les pays à faibles revenus pauvres en ressources (à l'exception de l'Afrique subsaharienne), un certain taux de croissance du PIB dû à la croissance agricole réduit la pauvreté cinq fois plus qu'un taux identique de croissance du PIB due à la croissance non agricole. En Afrique subsaharienne, la croissance agricole est 11 fois plus efficace. Ainsi, le renforcement de la production et de la productivité agricoles demeure essentiel si l'on veut parvenir à une réduction rentable de la pauvreté, en particulier dans les pays à faibles revenus².

Alors que la production alimentaire en Asie a presque doublé et que l'Amérique du Sud a connu une croissance de 70 %, l'agriculture africaine a enregistré des performances modestes par rapport à la croissance de sa population ces dernières années.³ Néanmoins, il existe une grande variation entre les pays. Sur l'ensemble des pays, 13 ont doublé leur production ces 20 dernières années, dont le Burkina Faso, le Niger, le Mali et le Ghana, où les petits agriculteurs constituent une grande partie de la population.⁴

L'Afrique demeure un acteur marginal du commerce mondial. En effet, elle ne représente que 2,8 % des exportations mondiales (en dollars américains courants) et 2,5 % des importations mondiales entre

Part moyenne de l'agriculture dans le PIB



Sources: WDI 2009.

Transformation rurale en Afrique : la voie de la réussite

2000 et 2010. Les parts de l'Afrique et de l'Afrique subsaharienne dans les exportations et les importations mondiales ont chuté de manière significative entre 1970 et 2011.⁵

L'agriculture africaine face à de nombreux défis

La production agricole en Afrique n'a augmenté que très lentement ces quarante dernières années. L'agriculture africaine est mise à l'épreuve par diverses menaces telles que la flambée des prix alimentaires, la mauvaise gestion des terres et de l'eau, la hausse des prix de l'énergie et des engrais, ainsi que l'impact du changement climatique sur la production alimentaire et les moyens de subsistance. L'augmentation des rendements cultureux par hectare a été beaucoup plus lente en Afrique que dans n'importe quelle autre région du monde. Dans une certaine mesure, cela peut être dû à un déclin de la fertilité du sol dans certaines régions, mais le manque d'innovation technique est généralement considéré comme un facteur majeur. Les innovations de la révolution verte asiatique et la dissémination de variétés améliorées n'ont pas eu le même succès en Afrique. En Afrique, moins de dépenses ont été consenties pour la recherche et le développement que dans n'importe quelle autre région

(Banque mondiale, 2007, Binswanger et al. 2009). Les faibles progrès en matière d'utilisation de l'irrigation – moins de 4 % des terres culturales sont irriguées (Binswanger et al. 2009), en dépit du potentiel non exploité élevé de cette technique (Banque mondiale 2007) – constitue une autre entrave à l'augmentation des rendements cultureux. Faire face au changement climatique demandera des efforts d'adaptation et d'atténuation importants.

Les subventions du Nord ont tendance à stimuler la production mondiale et à entraîner les prix internationaux à la baisse, limitant les bénéfices pour les exportateurs africains – le coton est un excellent exemple : les exportations de coton américain produit à l'aide de subventions font chuter le prix mondial – et rendant les marchés locaux vulnérables aux produits alimentaires bon marché importés. Les pays du Nord sont parfois accusés d'écouler leurs produits alimentaires excédentaires sur les marchés africains, en partie par le biais d'exportations commerciales subventionnées et en partie par le biais de l'aide alimentaire. Les barrières non tarifaires, prenant généralement la forme de normes sanitaires et phytosanitaires strictes, peuvent être énormes, et « l'escalade des droits de douane », qui entraîne

des droits d'importation plus élevés pour les biens agricoles transformés que pour les biens non transformés, décourage l'ajout de valeur dans les pays exportateurs.⁶

Si l'on veut nourrir plus de neuf milliards de personnes d'ici 2050, il sera nécessaire de doubler la production alimentaire de manière durable. L'agriculture doit donc être résistante : capable de supporter ou de se rétablir des stress et des chocs. Le développement d'une agriculture résistante nécessitera des technologies et pratiques qui s'appuient sur des connaissances agroécologiques et permettent aux petits agriculteurs de contrer la dégradation environnementale et le changement climatique de manière à assurer une croissance agricole durable.⁷ Les marchés financiers et les institutions financières rurales sont faibles. Les progrès des sciences et des technologies sont insuffisants et la recherche, la vulgarisation et l'éducation agricoles demeurent résolument sous-financées.⁸ L'absence de cadre politique cohérent et les faibles capacités institutionnelles en matière de mise en œuvre des politiques s'imposent également comme des facteurs clés expliquant les performances médiocres de l'aide dans l'agriculture africaine (voir notamment Banque mondiale GIE 2007).



2. Vue d'ensemble de l'agriculture africaine

En Afrique, la production nationale est insuffisante et le continent dépense chaque année entre 30 et 50 milliards USD environ pour les importations alimentaires. Cela prive le continent de fonds pour les dépenses nécessaires en matière d'infrastructures et de services sociaux et économiques. On estime que si l'approvisionnement en produits alimentaires n'augmente pas sur le continent, l'Afrique dépensera environ 150 milliards USD en importations alimentaires d'ici 2030.⁹

L'agriculture reste le secteur majeur des économies africaines. Même s'il ne représente qu'environ un cinquième du PIB africain, un grand nombre d'Africains gagnent leur vie grâce au secteur primaire. En Afrique, l'agriculture se caractérise par un degré élevé de diversité où de grandes exploitations coexistent avec une part importante de petits producteurs. Selon Future Agriculture, l'agriculture africaine est composée de presque 33 millions de petits agriculteurs, possédant une surface de 2 ha ou moins et produisant 90% de l'agriculture totale (Wiggins and Leturque, 2010).

L'Afrique souffre de faim chronique. À la suite de la flambée des prix alimentaires de 2007/2008, la FAO estime que 12% supplémentaires ont été ajoutés au nombre de personnes sous-alimentées en Afrique, au sud du Sahara, faisant grimper le total à 265 millions de personnes, soit un tiers de la population. Dans la même région, plus d'un quart (28%) des enfants âgés de moins de cinq ans souffraient d'insuffisance pondérale en 2006.

Si l'implication des femmes dans les activités agricoles varie de 20 à 70%, il est important de noter que leur participation aux activités liées à l'agriculture est en augmentation dans les pays en développement. L'Évaluation internationale des connaissances, des sciences et des technologies agricoles pour le développement (IAASTD, 2008) recommande de suivre quatre étapes afin de soutenir la participation des femmes aux activités liées à l'agriculture. Ces étapes impliquent de soutenir les services publics, en particulier dans les zones rurales, afin d'améliorer les conditions de vie et de travail des femmes; de créer ou de modifier des politiques ayant pour objectif un développement technologique reconnaissant et prenant en compte les compétences et l'expérience des femmes en matière de renforcement des connaissances dans la production alimentaire; et d'évaluer et de réduire les effets négatifs des pratiques et des technologies agricoles risquées pour la santé des femmes.

2.1. Des systèmes agricoles variés

L'agriculture africaine se caractérise par la variété des systèmes agricoles et des modèles d'exploitation. Dixon et al., (2001) ont identifié 11 systèmes agricoles fondés sur l'accès aux ressources naturelles, sur les stratégies de subsistance basées sur la culture en fonction des marchés et sur l'intensité des activités de production.

- *Système d'agriculture irriguée.* Il comprend de grands systèmes d'irrigation combinés à une

agriculture pluviale ou à des techniques d'élevage. La superficie des terres va de 22 à moins de 0,1 ha. Les principales cultures sont le riz, le coton, les légumes et les cultures pluviales. L'incidence de la pauvreté est plus faible que dans d'autres systèmes d'agriculture.

- *Le système de culture arboricole* est pratiqué dans les zones humides d'Afrique occidentale et centrale. Les principales cultures sont commerciales, telles que le cacao, le café, le palmier à huile et le caoutchouc. La culture intercalaire est pratiquée pour des raisons de subsistance. Ces systèmes agricoles se caractérisent par la présence de plantations, en particulier de caoutchouc et d'huile de palme. La pauvreté est limitée à modérée et se concentre chez les très petits agriculteurs et travailleurs.
- *Le système de culture mélangée céréales-racines* s'étend dans la région sèche d'Afrique de l'Ouest et dans certaines régions d'Afrique centrale et du Sud. Selon l'estimation, la zone cultivée représenterait 31 millions d'ha, en partie irrigués (0,4 million d'ha). Les stratégies de subsistance sont principalement basées sur la culture de maïs, de sorgho, de millet, de manioc, de yam et de légumineuses, ainsi que sur l'élevage. Bien que les céréales soient importantes dans ce système agricole, les racines et les tubéreuses sont les principales cultures. La culture intercalaire est également pratiquée, avec un bon niveau de commercialisation. Selon Dixon et al. ce système

Transformation rurale en Afrique : la voie de la réussite



agricole a un bon potentiel pour devenir concurrentiel dans la production de céréales et de cultures d'exportation.

- *Le système d'agriculture mixte du maïs* est une source importante de nourriture pour l'Afrique centrale et du Sud. Ce système de culture est particulièrement répandu sur les plateaux ou dans les régions montagneuses, entre 800 et 1 500 mètres d'altitude. La principale culture alimentaire est le maïs, mais les stratégies de subsistance sont également basées sur les cultures de rente telles que le tabac, le café et le coton, ainsi que sur les transferts de fonds des migrants.
- *Système d'agriculture agropastorale de millet et de sorgho*. Ce système est pratiqué dans les zones sèches d'Afrique de l'Ouest, de l'Est et du Sud. L'agriculture et l'élevage ont la même importance. Les principales cultures sont le sorgho, le millet perlé et les jeunes pousses. L'élevage de moutons, de chèvres et de bétail est également important. Ce système agricole est caractérisé par des niveaux de pauvreté élevés et le principal facteur de vulnérabilité pour la production agricole est la sécheresse.¹⁰

L'IFPRI classe les pays africains en quatre groupes sur la base de leurs ressources naturelles et leurs caractéristiques géographiques:

Typologie des pays africains

Rural poor more than half of poor population			
	Agriculture more than 30 percent of total GDP	Agriculture less than 30 percent of total GDP	Rural poor less than half of poor population
More-favorable agroecological conditions			
Coastal	Benin Ghana Tanzania Togo	Côte d'Ivoire Kenya Mauritius Mozambique Senegal	South Africa The Gambia
Landlocked	Burkina Faso Ethiopia Malawi Mali	Lesotho Swaziland Uganda Zimbabwe	
Mineral	Central African Republic Democratic Republic of the Congo Nigeria Sudan	Chad Equatorial Guinea Guinea Zambia	Angola Cameroon Republic of Congo
Less-favorable agroecological conditions			
	Burundi Niger Rwanda Namibia	Eritrea Madagascar Mauritania	Botswana Cape Verde

Sources: GDP and poverty data from World Bank (2010a, 2010b) Agroecological and geographic classifications from Diao et al. (2007).
Notes: Poverty shares use most recent available survey year and national poverty lines (not US\$1 per day). Only countries not rich in minerals were classified as landlocked or coastal. GDP = gross domestic product. Boldface denotes case-study countries. Italics denote middle-income status. Agriculture's share of GDP is for 2005 or closest year.

Source: Diao Xinshen, James Thurlow, Samuel Benin et Shenggen Fan. 2012. *Strategies and priorities for African agriculture : economy wide perspectives from country studies*. IFPRI

(1) côtiers; (2) enclavés; (3) riches en minéraux; et (4) présentant un potentiel agricole moins favorable. Ces caractéristiques décrivent les conditions initiales immuables dans lesquelles l'agriculture et d'autres activités économiques doivent opérer. Les deux autres dimensions du débat concernent la situation

de l'agriculture dans l'économie au sens large, ainsi que sa relation à la réduction de la pauvreté. L'un des arguments en faveur du rôle central de l'agriculture dans le développement concerne les liens étroits avec les ménages ruraux pauvres.¹¹

2.2. Production et commerce alimentaires

L'analyse des données de 1960 à 2007 par la FAO a permis de conclure que l'Afrique était devenue importatrice nette de produits alimentaires et agricoles. En 2007, l'Afrique a importé presque 50 millions USD de produits alimentaires par an afin de satisfaire la demande d'une population urbaine en pleine croissance.¹² Selon la FAO « entre 1980 et 2007, les importations alimentaires nettes totales ont crû en termes réels de 3,4% par an, principalement encouragées par la croissance de la population urbaine (2,6% par an). L'augmentation de la consommation alimentaire par tête n'était que de 0,8% ». Selon la FAO, la croissance démographique, une productivité faible et stagnante de la production alimentaire et agricole, les déformations des politiques, les mauvaises infrastructures et le faible soutien institutionnel font partie des principaux facteurs qui influencent le déficit alimentaire en Afrique. Les importations consistent principalement en des céréales et, en moindre mesure, en produits de l'élevage, en sucre et en huiles végétales.¹³ Les exportations agricoles ne sont plus la principale source de devises étrangères pour de nombreux pays. L'Afrique a connu une chute des exportations agricoles par rapport aux exportations totales : elles sont passées de 42% dans les années 1960 à moins de 10% entre 2001 et 2007. Les aliments exportés sont principalement le café, le thé et les épices.¹⁴

Selon les prévisions à moyen et à long terme, la demande alimentaire mondiale devrait être importante. Bien qu'une demande plus forte puisse créer des tensions sur les marchés alimentaires, comme l'a brutalement rappelé la crise alimentaire de 2007/2008, l'expansion des marchés mondiaux pourrait être une chance pour l'agriculture africaine:

Tout d'abord, il y a de plus en plus d'opportunités de marché en Asie. Le développement économique et la diversification des régimes alimentaires renforcent la demande de produits que l'Afrique peut être en bonne position de fournir. Il en va de même des opportunités, notamment la forte demande de produits agricoles qui émanera probablement d'une population grandissante et de plus en plus urbaine au sein du continent et en Asie.

La deuxième opportunité majeure est liée à l'expansion des biocarburants. Il sera très difficile pour les pays de l'OCDE (en particulier ceux de l'UE) d'atteindre leurs objectifs de biocarburant sans importations importantes. Les pays dont les terres sont sous-utilisées, tels que le Mozambique et la Zambie, pourraient bénéficier de ces marchés en expansion.

En plus de la demande solide sur les marchés d'exportation traditionnels, les exportations à « valeur ajoutée élevée » (telles que la floriculture ou les produits issus du commerce équitable, etc.) sont en expansion rapide, et le CMAOC s'attend à ce que la valeur de ces nouvelles exportations égale la valeur des

exportations traditionnelles d'ici 2030.¹⁵

Sur les marchés africains, la croissance démographique, l'urbanisation et la croissance économique devraient entraîner significativement la croissance de la demande à la hausse, ce qui constitue une autre opportunité pour les agriculteurs. (Binswanger 2009).

... et alors que les demandes d'exportations de marchandises et de biens à valeur élevée devraient passer de 8 et 3 milliards USD respectivement en 2000 à environ 20 milliards en 2030, la demande sur les marchés agricoles nationaux et régionaux devrait passer de 50 à 150 milliards USD sur la même période.

Ces 40 dernières années, la production alimentaire en Afrique a augmenté lentement alors que la production alimentaire par personne a presque triplé en Asie de l'Est, presque doublé en Asie et augmenté de 70% en Amérique du Sud. La production alimentaire en Afrique par personne n'a presque pas augmenté.

Depuis le début des années 1980, la production alimentaire africaine par habitant a augmenté de quelque 18%. Mais ce qui est plus frappant, c'est la différence entre deux régions qui s'en sortent bien mieux – l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest, avec respectivement 52 et 46% d'augmentation –, et le reste de l'Afrique où la production alimentaire par habitant a chuté durant cette période. En effet, l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest ont non seulement

Transformation rurale en Afrique : la voie de la réussite



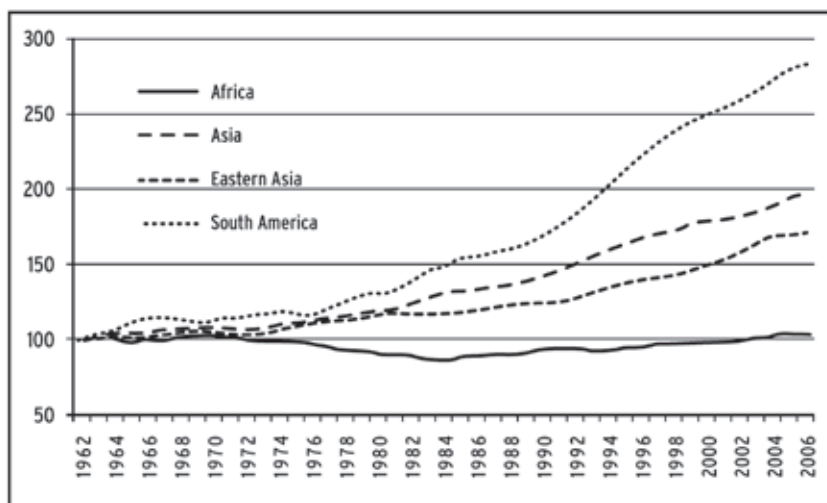
augmenté la production en bien plus grande proportion que la croissance démographique, mais elles ont aussi égalé le record de l'Asie en termes d'augmentation de la production alimentaire par habitant au cours de cette période. La préoccupation concernant la production alimentaire n'est pas un problème étendu à toute l'Afrique. Elle est plutôt concentrée en Afrique de l'Est, centrale et du Sud.

La production alimentaire en Afrique est dominée par les tubéreuses et les racines. En 2011, le manioc représentait 15 082 624 USD et 145 234 201 tonnes. Suivaient la viande de bétail indigène et le yam en termes de valeur.¹⁶

L'Afrique de l'Ouest demeure à la pointe en matière de production de cacao. En 2012, le Ghana et la Côte d'Ivoire ont produit presque 60% des

fèves de cacao dans le monde. La région a également enregistré de bons résultats en 2012 dans la production de céréales, avec une augmentation de 14,2%. Cela a eu un impact positif sur la situation générale de la sécurité alimentaire dans la région.¹⁷ Malgré cela, les crises alimentaires au Sahel en 2011-2012 ont eu un impact négatif sur les ménages et l'épargne, ainsi que sur le niveau d'endettement d'une grande partie de la population.¹⁸

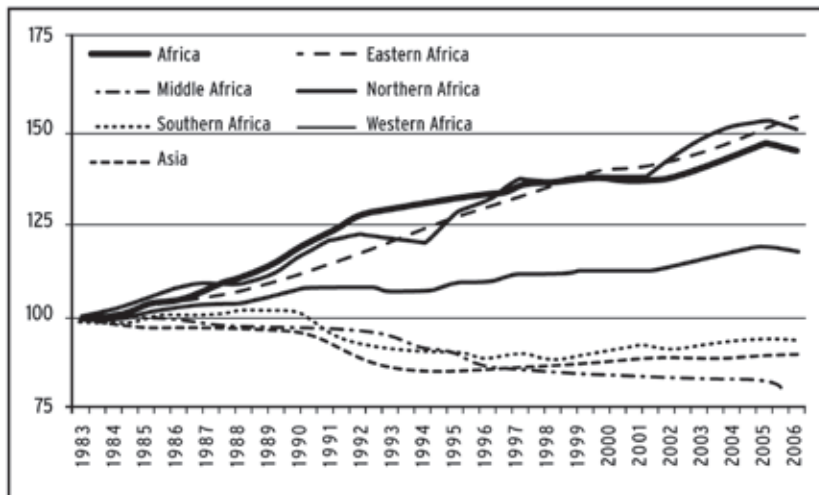
Production alimentaire par habitant, 1962 à 2006 (comparée aux autres régions du monde)



Sources: Data from FAOSTAT, FAO. Gross food production per capita, indices, taken as three-year moving averages and based to 1961/63.

Transformation rurale en Afrique : la voie de la réussite

Production alimentaire par habitant en Afrique, 1982/1984 à 2005/2007



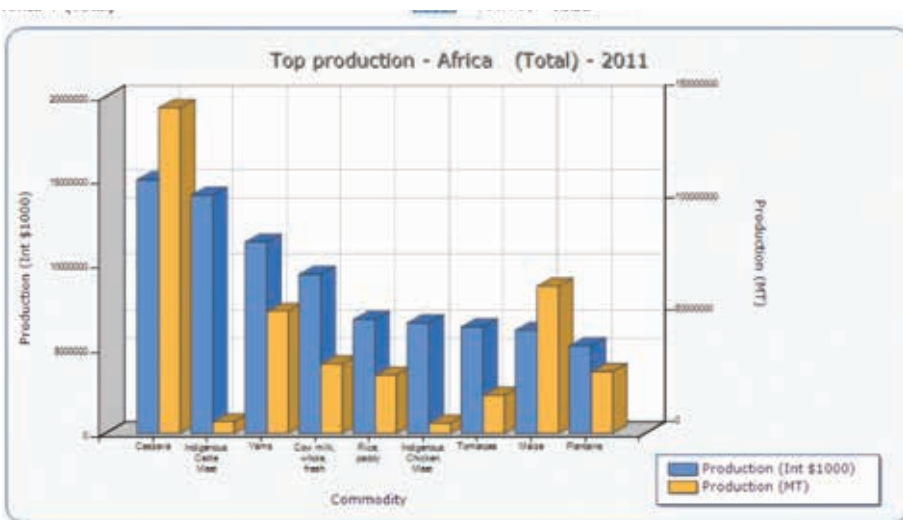
Sources: Data from FAOSTAT, FAO. Gross food production per capita, indices, taken as three-year moving averages and based to 1982/84.

Les pays d'Afrique centrale¹⁹, à l'exception du Cameroun, se caractérisent par une grande dépendance aux aliments importés pour satisfaire la consommation locale. La situation est particulièrement grave en RCA, en RDC, au Tchad et au Congo du

fait, entre autres, des conflits armés en RCA et dans la région du Kivu, en RDC, et du déplacement de populations. La production céréalière est stagnante dans la région, à l'exception du Tchad, où elle a doublé l'an dernier.²⁰

2.3. Commerce régional: le nouveau moteur

Chaque année, l'Afrique dépense entre 30 et 50 milliards USD en importations de produits agricoles, ce qui lui fait perdre des opportunités énormes, non seulement en échanges étrangers, mais surtout en termes de pertes d'emplois. La moitié de ce chiffre seule pourrait transformer l'agriculture africaine si elle était dépensée pour des produits africains. L'Afrique fait plus de commerce avec le reste du monde qu'avec les pays du continent. Les chiffres disponibles indiquent que le commerce intra-africain représente entre 7 et 10% du commerce total contre environ 40% au sein de l'Europe et 60% en Amérique du Nord. Il existe une série de barrières qui entravent les progrès de l'expansion du commerce intra-africain. On trouve, en tête,



Source: FAOSTAT 2011. FAO

Transformation rurale en Afrique : la voie de la réussite



l'état déplorable des infrastructures africaines. En Afrique, la densité du réseau routier est 2,5 fois moins importante qu'en Amérique latine et 6 fois moins importante qu'en Asie. Seul un tiers des Africains vivant dans les zones rurales se trouve dans un rayon de deux kilomètres d'une route accessible en toute saison, contre deux tiers de la population dans d'autres régions en développement. Évidemment, les coûts élevés du transport constituent probablement l'entrave majeure au commerce intra-africain. Selon certaines estimations, un investissement de 32 milliards USD visant à renforcer le principal réseau intra-africain de routes pourrait engendrer une expansion du commerce d'environ 250 milliards USD sur 15 ans.²¹

Le commerce intra-africain a un potentiel énorme de création d'emplois et de stimulation de

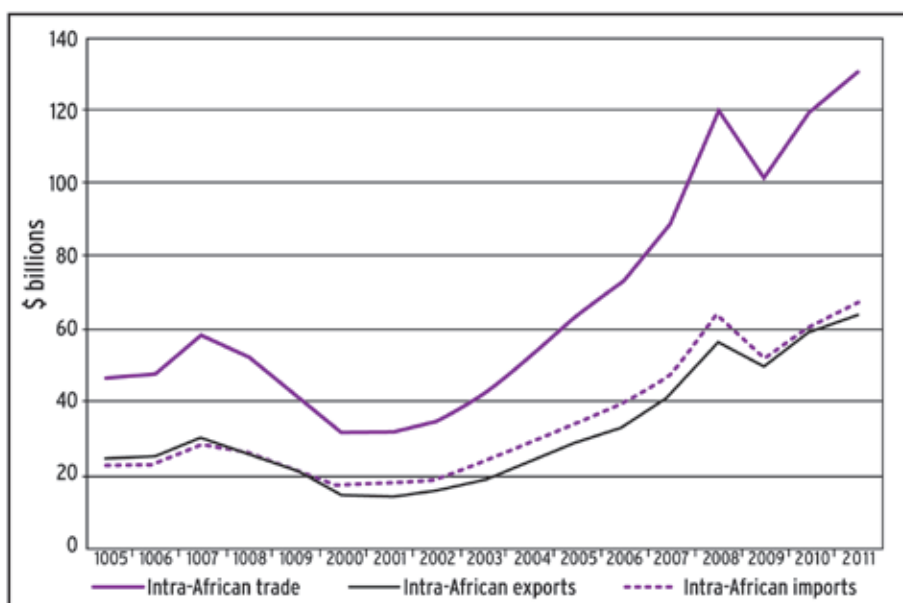
l'investissement et de la croissance en Afrique. Sur la période de 2007 à 2011, la part moyenne des exportations intra-africaines par rapport aux exportations totales de marchandises en Afrique était de 11 % contre 50% dans l'Asie en développement, 21% en Amérique latine et dans les Caraïbes et 70% en Europe. Par ailleurs, les preuves disponibles indiquent que le niveau réel de commerce du continent est également inférieur à son potentiel étant donné son niveau de développement et divers facteurs. Diverses raisons expliquent les médiocres performances régionales en Afrique, notamment le fait que, jusqu'à présent, la stratégie d'intégration régionale sur le continent a davantage été focalisée sur l'élimination des barrières au commerce que sur le développement des capacités de production nécessaires à celui-ci.

Le rôle limité du secteur privé dans les initiatives et les efforts d'intégration régionale a également joué un rôle dans les médiocres performances commerciales du continent.

Portée, tendances et composition du commerce africain

En dépit de la croissance rapide du commerce de marchandises, l'Afrique demeure un acteur marginal du commerce mondial. Elle ne représentait que 2,8% des exportations mondiales (en dollars américains courants) et 2,5% des importations mondiales entre 2000 et 2010. Les parts de l'Afrique et de l'Afrique subsaharienne dans les exportations et les importations mondiales ont chuté de manière significative entre 1970 et 2011. Cette tendance à la baisse peut être observée dans presque toutes les régions d'Afrique et presque toutes les communautés économiques régionales africaines.²²

Commerce intra-africain 1995-2011



Sources: UNCTAD stat database.

Le niveau de commerce intra-africain a crû en termes nominaux, passant de 45,9 milliards USD en 1995 à 130,1 milliards USD en 2011. Il a connu une croissance positive tous les ans à l'exception de la période 1998-2001 et de l'année 2009. Une telle croissance négative a coïncidé avec des récessions mondiales, indiquant une sensibilité potentielle du commerce intra-africain aux conditions économiques mondiales.

Dans l'Afrique en développement, la part des exportations intrarégionales représentait 10,9% des exportations africaines mondiales entre 2007 et 2011, contre 12,7% pour la part des importations intrarégionales dans les

Transformation rurale en Afrique : la voie de la réussite

importations mondiales africaines. Ces parts sont plus faibles que celles d'autres régions en développement, à savoir l'Amérique et l'Asie.

En Afrique, les grands exportateurs de carburants sont généralement très dépendants des marchés régionaux extérieurs et leur part intra-africaine est donc très faible. Ce que l'Afrique produit et exporte est très important pour le commerce intra-africain. Les limitations des structures de production et d'exportation africaines et la dépendance relative aux matières premières entravent la croissance du commerce intrarégional en Afrique. La part plus élevée de commerce interne chez les exportateurs de produits non carburants en Afrique soutient l'argument selon lequel une base de production plus diversifiée par rapport aux carburants et plus axée sur les produits non carburants tels que les produits manufacturiers, pourrait encourager l'approfondissement du commerce régional en Afrique.

Dans le discours sur l'intégration régionale en Afrique, il est communément admis que le commerce intra-africain est très faible. Cette conclusion s'appuie sur une comparaison de la part du commerce régional dans le commerce africain total par rapport aux autres continents, sur la base des données officielles disponibles. Cependant, cette méthode est problématique, car elle ne tient pas compte du **commerce informel**, qui, selon diverses sources, est relativement important en Afrique.

Les exportations informelles ougandaises vers la République

démocratique du Congo, le Kenya, le Rwanda, le Soudan et la République unie de Tanzanie représentaient 224 millions USD, soit 83 % du commerce total vers ces pays enregistré en 2006. En outre, les estimations concernant le commerce transfrontalier informel en Afrique de l'Ouest montrent que celui-ci pourrait représenter 20% du PIB au Nigéria et 75% au Bénin (Afrika et Ajumbo, 2012).

À l'exception de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC), pour chaque communauté économique régionale africaine, une part importante des échanges avec l'Afrique ont lieu à l'intérieur même de leur bloc commercial régional. Cela confirme que la formation de blocs régionaux en Afrique a facilité la création du commerce entre ses pays membres (Cernat, 2001). Cependant, à l'exception du Marché commun pour l'Afrique orientale et australe (MCAOA), ces parts sont en diminution par rapport à la période de 1996 à 2000. En effet, le niveau de commerce de chaque communauté économique régionale africaine avec l'Afrique a plus que doublé entre la période 2001-2006 et la période 2007-2011. La CDAA enregistre le niveau de commerce le plus élevé avec l'Afrique, soit 53,8 milliards USD en moyenne pour la période de 2007 à 2011, suivie de la CEN-SAD (46,1 milliards USD), en dépit du fait que cette dernière est le bloc commercial le plus important en termes de nombre de pays et de taille du PIB.

L'importance du commerce intra-africain varie largement selon les économies nationales. Ainsi,

pour la période de 2007 à 2011, 9 pays (Bénin, Djibouti, Kenya, Mali, Rwanda, Sénégal, Togo, Ouganda et Zimbabwe) ont exporté au moins 40 % de leurs biens vers l'Afrique, contre seulement 5 pays sur la période de 1996 à 2000. Du côté des importations, 11 pays (Botswana, Burkina Faso, République démocratique du Congo, Lesotho, Malawi, Mali, Rwanda, Sierra Leone, Swaziland, Zambie et Zimbabwe) ont importé d'Afrique au moins 40 % de leurs biens durant la période de 2007 à 2011, contre 9 pays durant la période de 1996 à 2000.

Entre 2007 et 2011, seuls 14,9 % et 17,7 % respectivement du commerce mondial africain en matières premières et en carburants ont été réalisés en Afrique même.

Bon nombre de pays africains qui doivent importer des matières premières et des carburants se fournissent en dehors de la région et non au sein de celle-ci.

Cette question **d'opportunités non exploitées dans le commerce intra-africain est particulièrement évidente dans le domaine de l'agriculture**. L'Afrique est le continent présentant le pourcentage le plus élevé de terres arables non utilisées. On estime qu'environ 50 à 60% des terres arables non utilisées sont situées en Afrique subsaharienne. Toutefois, entre 2007 et 2001, seuls 16,9% du commerce mondial africain de produits alimentaires et d'animaux vivants (CTIC O) et 14,8% des importations agricoles africaines ont eu lieu au sein du continent, dénotant que l'agriculture et le commerce agricole intra-africain

Transformation rurale en Afrique : la voie de la réussite



demeurent significativement sous-développés. Entre 2007 et 2011, les importations agricoles intra-africaines représentaient en moyenne 10 milliards USD et les dix principales importations agricoles intra-africaines – soit 46% du total – étaient les sous-produits suivants: le sucre, la mélasse et le miel, le poisson (frais, réfrigéré ou surgelé), le tabac, les produits comestibles et les préparations, le maïs non meulé, les légumes, les boissons alcoolisées, le thé et le maté, le café et les substituts du café et les graisses et les huiles végétales fixées (voir graphique ci-dessous).

Les exportations intra-agricoles ne concernent qu'une gamme limitée de 34 produits, dont certains sont couverts par très peu de pays. Par exemple, sur la base de cette analyse, seuls le Bénin et le Botswana exportent la viande vers le continent. Le Burkina Faso, Djibouti, l'Éthiopie, le Mali, le Niger, le Rwanda et le Soudan sont les seuls pays à compter des animaux vivants dans leurs cinq exportations principales vers le reste de la région. Dans la même mesure, le riz n'est exporté que par le Bénin et le Cap-Vert ; le maïs par le Malawi uniquement et les légumes par l'Érythrée, l'Éthiopie, le Niger et la Somalie exclusivement.

Trente et un pays africains sont des exportateurs nets de matières premières agricoles vers le reste du monde alors que 37 sont importateurs nets de produits alimentaires en provenance d'autres continents que l'Afrique. Tous les pays qui sont importateurs nets de produits alimentaires en provenance du reste du monde (ou exportateurs nets vers le reste du monde) étaient

également importateurs nets d'aliments en provenance d'Afrique (ou exportateurs nets vers l'Afrique), à l'exception du Bénin, de Djibouti, de l'Égypte, de la Mauritanie, du Maroc, du Niger, du Sénégal et de la Tunisie, qui ont exporté vers l'Afrique, mais ont importé du reste du monde, et le Ghana, la Guinée-Bissau, Madagascar et le Swaziland, qui étaient importateurs nets d'Afrique, mais ont exporté vers le reste du monde. Cependant, en termes agrégés, l'Afrique n'a importé que 15 % de ses produits alimentaires du reste de l'Afrique sur la période 2007-2011.

Étant donné la disponibilité de terres arables en Afrique et la demande d'importations alimentaires, **la gamme de biens agricoles produits et échangés au sein de l'Afrique pourrait être élargie au moyen de politiques agricoles et agro-industrielles adaptées.**

Des pays tels le Ghana et l'Afrique du Sud, dont les excédents commerciaux nets sont importants pour les produits alimentaires dans le monde, n'ont actuellement aucun produit agricole parmi leurs cinq exportations principales vers l'Afrique. Cela démontre qu'il est **possible de mieux répondre à la demande alimentaire africaine depuis l'intérieur de la région en renforçant la production agricole nationale dans les pays africains.**

La part du secteur manufacturier dans le commerce intra-africain est plus élevée que sa part dans le commerce africain extrarégional. Cependant, l'importance de ce secteur dans le commerce intra-africain a chuté ces dix dernières

années ; en effet, la part des biens manufacturiers dans le commerce intra-africain total atteignait en moyenne 42,6% entre 2007 et 2011, contre 53,6% entre 1996 et 2000.

Entre 2007 et 2011, la part la plus élevée du secteur manufacturier dans le commerce entre les communautés économiques régionales était réalisée dans la CAE (58,3%), suivie de la CDA (51,4%), le COMESA (44,8%), l'IGAD (39,1%), l'UMA (35,2%), CEN-SAD (34,3%) et la CEDEAO (25,7%). Ici également, ces variations dans les pourcentages peuvent être attribuées aux divers niveaux de développement du secteur manufacturier des pays membres des blocs régionaux.

L'Afrique est un acteur marginal du commerce mondial, avec des niveaux faibles de commerce intrarégional. Cependant, cela démontre également que le commerce intra-africain et africain avec le reste du monde sont en pleine croissance, avec des taux de croissance nominale comparables à ceux des autres régions. Les analyses empiriques montrent également que des opportunités de commerce régional importantes ne sont pas encore exploitées dans divers secteurs, notamment dans les secteurs des matières premières, de la manufacture et l'agriculture. En ce qui concerne l'investissement, les données suggèrent une augmentation importante du nombre de nouveaux projets intra-africains d'IDE, principalement sous l'égide du Kenya, du Nigéria et de l'Afrique du Sud. Cependant, la plupart des nouveaux accords concernant les nouveaux investissements intra-africains dans les terrains non développés étaient liés au secteur

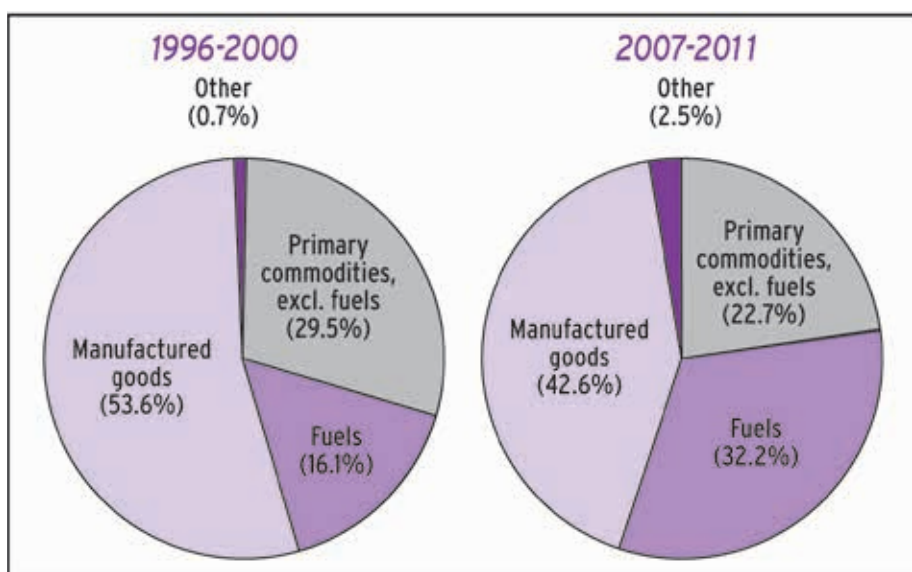
Transformation rurale en Afrique : la voie de la réussite

des services. En outre, l'Afrique du Sud demeure le seul pays africain

figurant parmi les 20 principaux investisseurs en Afrique, comme

le montrent les économies qui investissent.

Répartition du commerce intra-africain par principales catégories de produits, 1996-2000 et 2007-2011



Sources: UNCTAD stat database.

2.4. Insuffisance des performances du commerce interrégional en Afrique

Compétitivité médiocre de la production et du commerce

Le commerce intra-africain est entravé par la faiblesse de l'offre par rapport aux opportunités du marché régional et l'absence de compétitivité des exportations. Les entreprises de la plupart des pays africains sont confrontées à des coûts de production élevés en raison de l'accès limité aux facteurs de production tels que l'électricité, le crédit, la main-d'œuvre qualifiée et d'autres intrants. Par conséquent, il est difficile de

produire de manière concurrentielle. L'Afrique est à la traîne par rapport à d'autres régions en développement en termes d'infrastructures physiques et sociales. La densité des routes sur le continent est de 7,2 kilomètres par 100 kilomètres carrés de terres arables, contre 127 dans les pays en développement non africains. La production d'électricité est de 398 mégawatts par million d'habitants, contre 2 475 pour les pays en développement non africains. Par ailleurs, seulement 67% de la population a accès à l'eau et 35% à des installations sanitaires améliorées. Les chiffres correspondants pour les pays en développement non africains varient entre 85 et 70% respectivement (Beck et al., 2011). Le continent présente également un taux de pénétration d'internet très faible: 3%, contre 14% en moyenne au

niveau mondial. De plus, les services d'infrastructures coûtent deux fois plus cher en Afrique que dans les autres régions en développement.

Chaque année, l'Afrique dépense entre 30 et 50 milliards USD en importations de produits agricoles, ce qui lui fait perdre des opportunités énormes, non seulement en échanges étrangers, mais surtout en termes de pertes d'emplois. La moitié de ce chiffre seule pourrait transformer l'agriculture africaine si elle était dépensée pour des produits africains. L'Afrique fait plus de commerce avec le reste du monde qu'avec les pays du continent. Les chiffres disponibles indiquent que le commerce intra-africain représente entre 7 et 10 % du commerce total contre environ 40 % au sein de l'Europe et 60% en Amérique du Nord. Il existe une série de barrières qui entravent les progrès de l'expansion du commerce intra-africain. On trouve, en tête, l'état déplorable des infrastructures africaines. En Afrique, la densité du réseau routier est 2,5 fois moins importante qu'en Amérique latine et 6 fois moins importante qu'en Asie. Seul un tiers des Africains vivant dans les zones rurales se trouve dans un rayon de deux kilomètres d'une route accessible en toute saison, contre deux tiers de la population dans d'autres régions en développement. Évidemment, les coûts élevés du transport constituent probablement l'entrave majeure au commerce intra-africain. Selon certaines estimations, un investissement de 32 milliards USD



visant à renforcer le principal réseau intra-africain de routes pourrait engendrer une expansion du commerce d'environ 250 milliards USD sur 15 ans.²³

Concentration des produits et des marchés

Le commerce extérieur des pays africains se concentre sur une gamme limitée de produits. Si la base de production étroite en Afrique restreint le commerce régional, cela n'explique pas pleinement les dynamiques de commerce intrarégional. Au sein de la CEDEAO, par exemple, en dépit de la gamme limitée de produits exportés, un indice de l'avantage comparatif de la région montre que les exportations des pays au sein de la région diffèrent considérablement de leurs importations. Le commerce intrarégional peut donc être renforcé, en particulier pour les produits

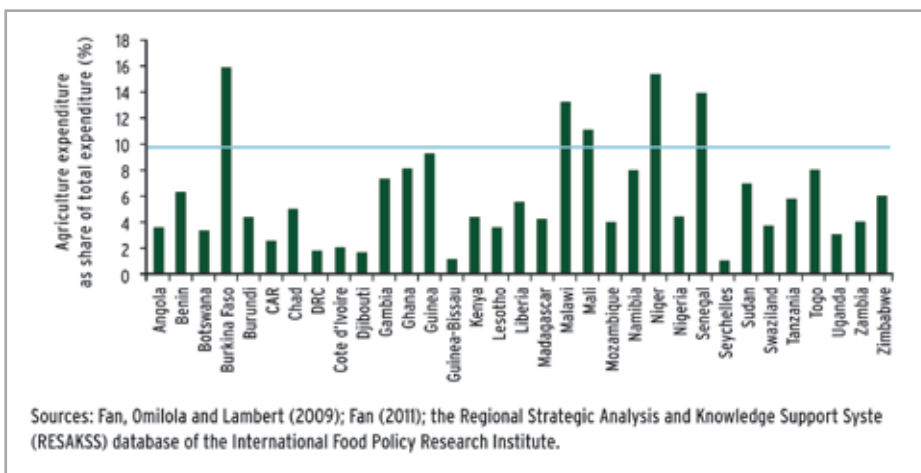
alimentaires et agricoles où les pays africains ont actuellement un avantage comparatif. Le régionalisme renforce le potentiel commercial grâce aux économies d'échelle, à la différenciation des produits et au commerce intra-industriel. La concentration des produits peut donc être considérée comme une contrainte à court terme pour le commerce intra-africain. Avec le temps, l'existence d'un marché plus large peut altérer les modèles existants en développant de nouveaux produits, en réallouant des ressources vers de nouvelles industries et en rationalisant celles qui existent déjà (CNUCED, 2009; Keane et al., 2010). Il sera donc nécessaire que l'engagement politique en faveur du commerce intra-africain s'accompagne de mesures visant à renforcer l'industrialisation et le développement du commerce intra-industriel.

Facteurs externes

La mondialisation et la libéralisation du commerce en Afrique ont intensifié la concurrence. Les marchés locaux et régionaux font à présent partie d'un marché mondial relativement ouvert. Les consommateurs africains sont devenus plus exposés aux produits importés, notamment issus des économies émergentes du Sud, qui sont des alternatives meilleur marché aux biens produits au niveau local ou régional (Kaplinsky et Morris, 2008 ; Ighobor, 2013). Cela a contribué à la désindustrialisation, comme le montre l'évolution de la part du secteur manufacturier dans le PIB africain qui est passée de 15% en 1990 à 10% en 2008 (CNUCED et ONUDI, 2011).

3. Revitaliser l'agriculture en Afrique : Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA)

Dépenses publiques dans l'agriculture en part des dépenses budgétaires totales, sélection de pays, 2007



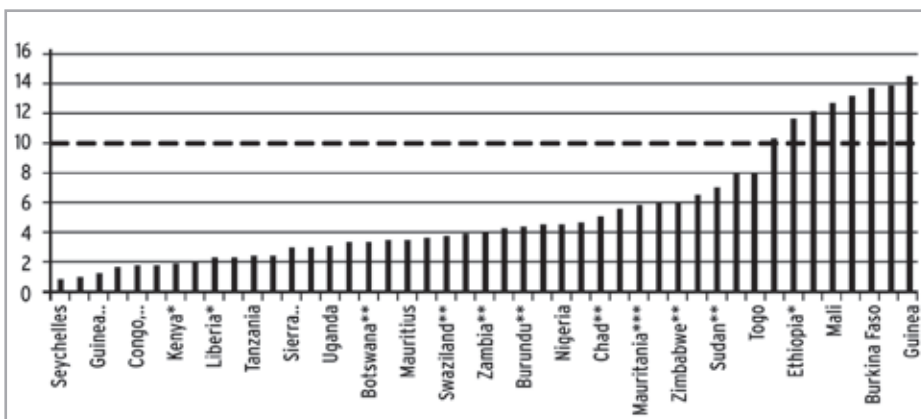
En Afrique, la revitalisation de l'agriculture et le renforcement de la productivité doivent figurer en tête du futur agenda de croissance de l'Afrique.²⁴ Heureusement, ce point de vue est également partagé par les dirigeants africains, qui,

en 2003, ont lancé le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA).

L'adoption et la mise en œuvre à grande échelle du PDDAA permettent de maintenir et

d'approfondir le processus de relance. Si, grâce au PDDAA, un grand nombre de pays parviennent à maintenir une trajectoire de croissance de 6%, les conditions de vie sur le continent seraient profondément modifiées en l'espace d'une génération. Au début de la décennie dernière, seuls 5 pays avaient dépassé l'objectif de croissance agricole de 6% établi par le PDDAA. Au milieu de la décennie, ce nombre était passé à 9. En 2009, le taux de croissance agricole moyen pour l'ensemble de l'Afrique ainsi que pour deux sous-régions (Afrique du Nord et du Sud), dépassait cet objectif de 6% (ReSAKSS 2011). Notons que ce niveau de croissance agricole est similaire à celui connu par l'Inde lors de l'essentiel de la Révolution verte.²⁵

Parts des dépenses agricoles (dernières en %)



Sources: IReSAKSS 2011.

Successful implementation of CAADP can help African countries boost productivity in the agricultural sector and reverse the patterns of productivity-reducing structural change discussed above. However, this would require continued commitment to the agenda by African countries, leadership and ownership by African governments and stakeholders, and full alignment by the international development community.²⁷



3.1. Évolution du PDDAA

Le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) est un cadre politique agricole qui a pour objectif d'accélérer la croissance agricole en Afrique. C'est une initiative de l'Union africaine (UA) et du Nouveau partenariat économique pour le développement agricole (NEPAD).

Début juin 2003, lors de la première conférence des ministères de l'Agriculture de l'UA à Maputo, au Mozambique, un plan d'action du PDDAA pour le niveau national et régional a été rédigé et présenté aux participants. Lors de la deuxième session ordinaire de l'assemblée de l'UA, à la mi-juillet 2003 à Maputo, le PDDAA a été approuvé par les CEG²⁷ et la déclaration de Maputo sur l'agriculture et la sécurité alimentaire en Afrique a été adoptée.²⁸

Dans la déclaration de Maputo, les chefs d'État et de gouvernements se sont engagés à mettre en œuvre le PDDAA et à parvenir, d'ici 2015 : (i) à augmenter la production agricole de 6 % par an, au niveau national ; (ii) à allouer 10% du budget national à l'agriculture.

« L'objectif du PDDAA est 'd'aider les pays africains à atteindre un niveau supérieur de croissance économique grâce à un développement basé sur l'agriculture, afin d'éliminer la famine, de réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire et de faciliter l'expansion des exportations'. Il s'agissait à l'origine de promouvoir les interventions immédiates

répondant le mieux à la crise largement reconnue de l'agriculture africaine. Le PDDAA avait donc vocation à se focaliser délibérément sur l'investissement dans les trois piliers que l'on considérait comme capable de faire le plus rapidement la différence dans la situation difficile de l'agriculture africaine: i) l'utilisation durable des terres, ii) les infrastructures rurales et les capacités liées au commerce et iii) la sécurité alimentaire. À la demande des ministres de l'agriculture africains, un pilier « recherche et technologie » a été ajouté et par la suite incorporé au document principal du PDDAA ».²⁹

« Depuis 2005, une nouvelle stratégie a été élaborée en tenant davantage compte des principes du PDDAA. Sous l'égide des CER, des processus nationaux suivant diverses étapes sont proposés : i) évaluer les politiques et les stratégies existantes dans le pays et déterminer si elles sont adaptées aux objectifs du PDDAA; ii) développer des stratégies afin de combler les lacunes identifiées; et iii) faciliter le dialogue entre les diverses parties prenantes lors d'une table ronde organisée afin de discuter des politiques et des opportunités d'investissement, de développer des partenariats, d'harmoniser l'assistance au développement et d'élaborer un cadre de révision et de responsabilisation. Le résultat final d'un processus national de PDDAA est un document appelé compact, qui est signé lors de la table ronde par tous les groupes de parties prenantes (y compris le ministère des Finances) et les bailleurs de fonds

de la politique agricole, et en vertu duquel ils s'engagent à mettre en œuvre le compact ».³⁰

« Le PDDAA s'axe autour de la définition de plans nationaux et régionaux (« compacts »), un accord entre l'ensemble des parties prenantes (publiques, privées et bailleurs de fonds) qui sert de cadre aux partenariats, aux alliances et au dialogue afin d'élaborer et de mettre en œuvre les interventions politiques et les programmes d'investissement nécessaires. L'élaboration des plans d'investissement nationaux et régionaux est l'une des activités les plus importantes de mise en œuvre du PDDAA après la définition et la signature du compact ».³¹

3.2. Principaux domaines d'intervention du PDDAA

Les principaux domaines d'intervention que le PDDAA vise à stimuler sont répartis en 4 piliers et deux questions transversales.

Pilier 1: Étendre la zone soumise à une gestion foncière durable et à des systèmes de contrôle de l'eau fiables

Ce pilier reconnaît l'importance de l'eau et de son utilisation gérée afin de renforcer la productivité de l'agriculture et de garantir des résultats durables et prévisibles. Des efforts majeurs doivent être entrepris afin de développer la fertilité et les capacités de rétention de l'humidité des sols agricoles et d'élargir

Transformation rurale en Afrique : la voie de la réussite

rapidement les zones équipées de systèmes d'irrigation, en particulier de contrôle de l'eau à petite échelle.

Pilier 2: Améliorer les infrastructures rurales et les capacités commerciales pour l'accès aux marchés

Les infrastructures rurales de l'Afrique sont inadaptées, peu importe la référence prise, et son réseau routier est particulièrement sous-développé. Dans le cadre de ce pilier, un intérêt particulier sera accordé aux investissements complémentaires dans les infrastructures rurales, en particulier les routes rurales, les infrastructures de stockage, de transformation et de marketing nécessaires au soutien de la croissance prévue de la production agricole.

Pilier 3: Augmenter l'approvisionnement alimentaire, réduire la famine et améliorer les réponses aux crises alimentaires d'urgence

La famine reste répandue en Afrique. Deux approches devraient permettre d'avoir un impact immédiat sur la subsistance des agriculteurs: (a) fournir des filets de sécurité; et (b) assurer la sécurité alimentaire à travers le renforcement de la production agricole.

Pilier 4: Améliorer la recherche agricole, la dissémination des technologies et l'adoption.

En Afrique, comme partout dans le monde, il faudra à l'agriculture une base scientifique et technologique afin de maintenir les gains de productivité durables qui lui sont nécessaires pour rester compétitive. Plusieurs mesures seront nécessaires, notamment: (a) renforcer les investissements dans le développement de la recherche et des technologies; (b) augmenter la part du financement du secteur privé dans la recherche agricole; et (c) effectuer des réformes institutionnelles et financières pour une plus grande durabilité de la recherche.

Question transversale 1: Renforcement des capacités pour l'agriculture et l'agro-industrie : formation universitaire et professionnelle

La nécessité de renforcer les capacités en sciences agricoles ainsi que l'économie agricole et du développement en Afrique découle du fait que celle-ci connaît une pénurie importante de capacités. Le fossé des capacités doit être comblé afin de poursuivre les progrès obtenus jusqu'à présent en

matière de réduction de la pauvreté au moyen de l'agriculture sur le continent et pour que les régions qui connaissent actuellement un déclin profond de la sécurité alimentaire parviennent à renverser la vapeur.

Question transversale 2: Information pour l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies agricoles

Un aspect important de l'élaboration et de la mise en œuvre des stratégies et des politiques est l'accès à des modèles, des bonnes pratiques et des informations statistiques adaptées, ainsi que d'autres informations techniques pertinentes. Cet accès est inexistant dans la plupart des pays africains. Il est possible de remédier à cette situation en utilisant les technologies de communication modernes pour collecter, entreposer et étendre l'accès aux informations ci-dessus. Mettre cela au point collectivement au niveau régional, permettrait de réaliser des économies d'échelles et d'encourager l'apprentissage mutuel et l'échange d'expériences. Il est également essentiel d'harmoniser les efforts de développement à long terme dans les pays africains et surtout de maintenir l'accent sur la réduction de la pauvreté par l'augmentation de la productivité et des revenus dans les tranches les plus pauvres de la population.



4. Financement de l'agriculture

À la fin des années 1980, l'aide publique au développement pour l'agriculture en Afrique subsaharienne était estimée à 4 milliards USD: au début des années 2000, elle atteignait 1 milliard USD à peine (Binswanger & McCalla 2008, données OCDE). Les bailleurs de fonds sont le plus souvent inconstants dans leurs efforts, qu'ils ne maintiennent pas assez longtemps pour qu'ils prennent racine. Parmi les facteurs externes, citons le transfert de davantage de ressources émanant de bailleurs de fonds vers d'autres secteurs tels que les infrastructures et le secteur social. L'abondance de la production alimentaire à la fin des années 1990 a entraîné les prix alimentaires à la baisse sur les marchés internationaux et a réduit le soutien à l'agriculture dans les pays en développement. L'agriculture était également considérée comme contribuant à la destruction des ressources naturelles et à la pollution environnementale (Banque mondiale 2007).

Les facteurs internes spécifiques au secteur agricole qui ont entraîné le déclin de la part de l'aide sont notamment les retards dans les projets agricoles dans les pays moins développés et les coûts associés, le mauvais état des routes et des infrastructures de marché, des secteurs financiers sous-développés et des risques climatiques et de maladie plus grands. Ajoutons à cela une mauvaise gouvernance et des faibles structures de capacités institutionnelles censées élaborer, administrer et mettre en œuvre des projets de manière efficiente dans ces pays (Banque mondiale 2010: xi). Cela signifie que d'une

part les bailleurs de fonds devaient passer du temps à développer les institutions et que, d'autre part, cela entraînait des retards de déboursement. En raison de l'association de ces facteurs, les bailleurs de fonds ont davantage concentré leur intérêt sur les réformes politiques sectorielles et macros, ce qui a entraîné une augmentation des prêts liés aux politiques par rapport à ceux concédés directement à l'agriculture.³²

4.1 Soutien à la recherche et au développement agricoles

Durant les 50 dernières années, les sciences agricoles de nombreux pays en développement ont grandement bénéficié du soutien des pays industrialisés. Les bailleurs de fonds ont fourni un soutien financier aux systèmes nationaux de recherche agricole, ont soutenu la formation scientifique au sein des universités étrangères, ont organisé des programmes de formation au sein des pays, ont assigné du personnel afin d'aider à la formation et à la recherche et ont aidé à développer une architecture internationale facilitant la circulation des connaissances et du matériel de recherche et de développement agricoles (R&D). Le soutien des bailleurs de fonds a été interrompu dans de nombreux pays du fait des préoccupations sur leur inefficacité et de la concurrence pour le financement de la santé, de l'éducation et d'autres investissements du secteur social,

en plus de la complaisance envers les excédents alimentaires mondiaux élevés et les prix faibles pour les produits (Christensen 1994; Banque mondiale 2008). Une analyse récente montre que les investissements publics dans l'agriculture et la R&D agricole dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne ont commencé à se détourner de la crise. Ces dix dernières années, de nouveaux engagements de la part des gouvernements et des bailleurs de fonds étrangers ont remis l'agriculture à l'ordre du jour et attiré de nouvelles ressources, dont des parts importantes ont été dirigées vers l'Afrique subsaharienne. Malheureusement, la qualité des données sur les niveaux et les tendances du financement par les bailleurs de fonds rend difficile l'analyse précise de ces changements: les estimations du financement par les bailleurs de fonds pour la R&D agricole en Afrique subsaharienne varient largement. L'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE 2011) estime les engagements (non déboursés) pour 2009 à 67,1 millions USD à peine (en prix de 2009 constants), en ce compris l'aide bilatérale (Comité d'aide au développement - CAD) et multilatérale. Cependant, ces estimations omettent les engagements de bailleurs de fonds privés tels que la Bill and Melinda Gates Foundation (BMGF). Une étude de Morton (2010) estime le financement de la R&D agricole en Afrique subsaharienne en 2009 à approximativement 450 millions USD. Coppard (2010) évalue le chiffre pour 2008 à environ 245,6 millions USD (en prix de 2007 constants).

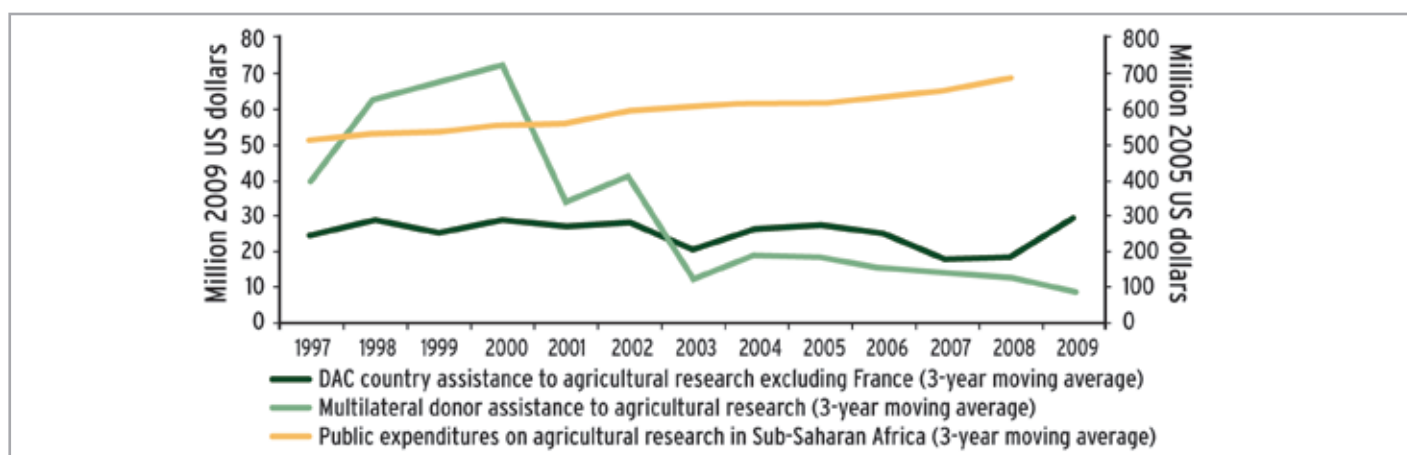
Transformation rurale en Afrique : la voie de la réussite

Ces progrès résultent en partie du fait que les bailleurs de fonds traditionnels se sont à nouveau tournés vers l'agriculture durant les dix premières années du nouveau millénaire, mais également de l'apparition de nouveaux bailleurs de fonds. Un financement

renouvelé, étendu et plus diversifié a grandement contribué à cette augmentation des dépenses publiques dans la R&D agricole en Afrique subsaharienne et d'autres régions en développement. Néanmoins, en Afrique, le financement des bailleurs de fonds

pour la R&D agricole demeure à tout le moins ténu. Le financement a encore tendance à être plutôt volatile d'une année à l'autre et peu coordonné entre les bailleurs de fonds au niveau régional et national.³³

Sélection d'engagements de bailleurs de fonds et de dépenses gouvernementales dans la recherche agricole en Afrique subsaharienne 1997-2009



Source: Spielman David J., Zaidi F. and Flaherty K., based on data from OECD (2011) and Beintema and Stads (2011)

Remarque : Le Comité d'aide au développement (CAD) et l'aide multilatérale à la recherche agricole sont mesurés sur l'ordonnée de gauche. Les dépenses publiques en recherche agricole sont évaluées sur l'ordonnée de droite. Les chiffres de l'aide nationale du CAD n'incluent pas la France, à cause de différences inexplicables dans les données OCDE, lesquelles consistent en une hausse ferme de l'aide publique au développement à la recherche agricole, de 7,3 millions USD en 1995 à 63,5 millions USD en 2006, suivie d'une montée en flèche pour atteindre 297,6 millions USD en 2007, avant de chuter à 29,9 millions USD en 2008 (en termes nominaux). La tendance des bailleurs de fonds multilatéraux de l'OCDE n'inclut pas la Banque africaine de développement et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

Le retour d'USAID dans le paysage du développement agricole en 2002-2003 s'est accompagné de nouveaux programmes tels que l'initiative de 2002 visant à **éradiquer la famine en Afrique** et la stratégie de 2004 visant à **faire le lien entre les producteurs et les marchés** (IRG 2005). Les politiques nationales, régionales et internationales de marché et de commerce sont devenues des priorités centrales, de même que l'engagement avec des acteurs non étatiques tels que

les organisations de producteurs basées sur les communautés. Les sciences et les technologies sont demeurées prioritaires, perpétuant l'engagement en faveur de la recherche agricole des périodes précédentes. L'initiative de l'administration Obama pour la **lutte contre la famine et pour la sécurité alimentaire dans le monde**, lancée en 2008, avait vocation à renforcer ce soutien au développement et à la recherche agricoles. En 2009, **l'initiative Feed the Future (FTF)** a

engagé 3,5 milliards USD en faveur de programmes de développement agricole et de sécurité alimentaire sur trois ans, tout en exploitant l'engagement de nouveaux bailleurs de fonds en faveur de programmes intégrés liés à une croissance inclusive axée sur l'agriculture et à l'amélioration de la situation nutritionnelle, faisant le lien entre aide humanitaire, coordination stratégique pour le développement durable et responsabilisation (FTF 2011).

Transformation rurale en Afrique : la voie de la réussite



D'autres bailleurs de fonds ont démontré un engagement à long terme en faveur des systèmes de recherche agricole de la région: notamment le Département britannique pour le développement international (DfID), l'Agence canadienne pour le développement international (ACDI), l'International Development Research Center (IDRC), l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) et le ministère fédéral allemand pour la coopération et le développement économiques.

Le DfID, avec le gouvernement italien, la Commission européenne et la Banque mondiale, soutient également le **Sub-Saharan Africa Challenge Program**, une initiative de R&D lancée en 2004 ayant pour objectif le soutien aux petits agriculteurs de la région. Les niveaux de financements actuels pour le programme atteignent environ 5 millions USD par an au total.

L'IDRC finance le programme pour l'agriculture et la sécurité alimentaire, qui vise à identifier des bonnes pratiques faisant le lien entre les nouvelles technologies agricoles et les systèmes d'agriculture existants en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. Le financement du programme était de l'ordre de 25-30 millions CAD en 2010-2011 (IDRC 2010). La Corporation financière internationale (CFI), la branche d'investissement privé du Groupe de la Banque mondiale, est également impliquée dans le développement agricole, bien que son portefeuille de prêts suggère assez peu un intérêt marqué pour l'investissement dans les entreprises ou les programmes

de R&D. Néanmoins, reconnaissant l'impact potentiellement profond des entreprises agricoles sur le développement, la CFI a nettement intensifié ses activités dans le secteur, avec des engagements d'environ 100 millions USD en faveur du secteur agro-industriel en Afrique subsaharienne en 2010-2011, par rapport à la moyenne annuelle de la décennie précédente d'à peine 18 millions USD par an (CFI 2010).

Entre septembre 2003 et juin 2011, la Bill and Melinda Gates Foundation a concédé 269 dotations, pour un total de 1 822 milliards USD pour le développement agricole. Parmi celles-ci, 152 dotations, s'élevant à un total de 1142 milliards USD, ont été partiellement ou entièrement dévolues au développement agricole en Afrique, et 80, s'élevant à un total de 642 millions USD, ont été destinées à la R&D agricole dans la région. En quelques années à peine, la fondation a investi plus de 40 % de son considérable portefeuille dans le développement et la R&D agricoles africains. Ses investissements ont profondément modifié le paysage des bailleurs de fonds.

Un investissement important de la Bill and Melinda Gates Foundation est l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), établie en 2006 en tant qu'initiative motivée et déterminée par des priorités africaines. L'AGRA a reçu des financements de la fondation de l'ordre de 4,2 millions USD par an et, à l'heure actuelle, elle est une source de financement importante et influente dans la région, avec des connexions solides avec le NEPAD, une position de leader parmi les

bailleurs de fonds et les agences de développement qui travaillent dans la R&D agricole dans la région, et une gamme diversifiée d'investissements dans les sciences agricoles, le développement des capacités et le développement des marchés (Morton 2010).

Le financement de la fondation en faveur du développement agricole en 2009 atteignait 273 millions USD, soit 43% de l'investissement comparable par l'Agence américaine pour le développement international (USAID), et environ 11% des 2,6 milliards USD engagés en faveur de l'agriculture par des bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux. De plus, il est possible que ces chiffres surestiment la contribution relative de la fondation, car bon nombre de ses dotations sont des engagements pluriannuels qui suggèrent des niveaux plus faibles de financement total lorsqu'elles sont évaluées annuellement.

APD Sud-Sud

Une tendance moins connue du financement des bailleurs de fonds en faveur de la R&D agricole est la croissance de l'aide au développement officielle Sud-Sud, notamment du Brésil, de la Chine et de l'Inde vers l'Afrique subsaharienne. L'engagement le plus important de la Chine en faveur du développement en Afrique a été effectué en 2000 par le Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC), par le biais de l'ambitieux programme pour la coopération Chine-Afrique en faveur du développement économique et social (AATF 2010; FOCAC 2009). Au-

Transformation rurale en Afrique : la voie de la réussite

delà de ses engagements en faveur de l'annulation de la dette, de la réduction des barrières au commerce et du renforcement de l'aide au développement pour les pays africains, le programme a engagé des ressources en faveur de la formation des scientifiques agricoles africains et de l'établissement de centres de démonstration des technologies agricoles avec le soutien de l'expertise chinoise. Entre 2003 et 2008, plus de 4 000 étudiants africains se sont rendus en Chine pour des cours de courte durée (de trois semaines à trois mois) liés à l'agriculture (Brautigam 2009). Une partie importante de l'engagement de la Chine en faveur du développement agricole africain est contenue dans une donation de 30 millions USD pour l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en 2009. Il s'agissait d'étendre la contribution de la Chine aux efforts menés par la FAO pour éradiquer la famine et la pauvreté en aidant les pays en développement à améliorer l'agriculture et la production alimentaire sous l'égide du Programme spécial de la FAO pour la sécurité alimentaire (PSSA). La Chine, ainsi que d'autres pays en développement, a utilisé ce programme afin de fournir des experts, des techniciens et un soutien technique aux activités nationales et régionales en faveur de la sécurité alimentaire (FAO 2010). Les transferts technologiques et les retombées sont un résultat implicite de l'élaboration du programme, avec un potentiel d'accompagnement d'autres initiatives et programmes de bailleurs de fonds tels que l'AGRA (Brautigam 2009).

L'engagement du Brésil en Afrique subsaharienne est également en expansion. Ses liens de recherche avec la région ont été renforcés en 2006 avec l'ouverture d'un bureau international de la corporation

brésilienne pour la recherche agricole (Embrapa) à Accra, au Ghana. Ce bureau a lancé une série de partenariats de transfert technologique dans la région et a été suivi par le Marché novateur Afrique-Brésil pour l'agriculture, lancé en 2010 dans le cadre du dialogue Brésil-Afrique sur la sécurité alimentaire, la lutte contre la famine et le développement rural. Ce marché vise à profiter aux petits agriculteurs en encourageant les partenariats de recherche entre l'Afrique et le Brésil (Barka 2011).

Un changement essentiel de l'approche des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux du développement agricole est le renforcement de leur engagement en faveur de la coordination de leur financement. Parmi les efforts pour y parvenir, citons le Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP), un fonds intermédiaire financier administré par la Banque mondiale. Avec 521 millions USD (sur les 925 millions engagés par la plupart des grands bailleurs de fonds mondiaux), le GAFSP vise à soutenir des plans d'investissement stratégique pour l'agriculture nationale et régionale et la sécurité alimentaire à travers le financement du secteur public et privé (GAFSP 2011). La vulgarisation agricole, la formation et la recherche figurent largement dans le portefeuille d'investissement du GAFSP, bien que les chiffres exacts de leurs allocations ne soient pas publiquement disponibles.

Pour atteindre cet objectif, la communauté des bailleurs de fonds s'efforce notamment de renforcer le Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale (CGIAR), qui a bénéficié de financements de la part des bailleurs de fonds de l'ordre de 606 millions USD en 2009. Les bailleurs de fonds

ont collaboré étroitement avec le CGIAR ces dernières années afin de lancer des réformes larges. Ce travail vise à renforcer les capacités du système du CGIAR à fournir une approche plus systématique et coordonnée pour générer des recherches à impact profond pour le développement.

Financement aux organisations régionales et sous-régionales de recherche³⁴

De plus en plus, les bailleurs de fonds investissent dans les organisations et les réseaux de R&D agricole régionaux et sous-régionaux, par exemple le Forum pour la recherche agricole en Afrique (FARA), l'Association renforcer la recherche agricole en Afrique orientale et centrale (ASARECA) et le Conseil ouest et centre africain pour la recherche et le développement agricoles (CORAF/WECARD). L'objectif d'origine de développement et de financement de ces entités était principalement de capter les retombées de connaissance de la R&D entre les grands et les petits pays de manière intégrée et coordonnée. En effet, ces organisations étaient considérées comme un moyen plus efficace et efficient d'organiser et de développer des réseaux de recherche sur le continent (Mrema 1997). Il est intéressant de constater que bon nombre de ces organisations ont évolué et sont passées d'organes de coordination plutôt basiques à des unités de gestion en charge de projets régionaux de R&D complexes. Il n'en demeure pas moins que les estimations du FARA (2006) laissent entendre qu'à peine 1 % du financement des programmes pour la productivité agricole en Afrique (y compris les dépenses publiques et privées au niveau local, national, sous-régional et mondial) est administré par ces organisations régionales et sous-régionales.

Transformation rurale en Afrique : la voie de la réussite



La Banque mondiale a adopté une attitude novatrice par rapport à cette approche régionalisée de la R&D agricole. Deux de ces investissements, le Programme de productivité agricole en Afrique de l'Est (EAAPP) et le Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (WAAPP), visent à renforcer les capacités et le transfert de technologies à travers le partage de connaissances et la spécialisation régionale dans la recherche agricole (Banque mondiale, 2007, 2009 et 2010). L'EAAPP implique quatre pays : l'Éthiopie, le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda, pour un investissement de 90 millions USD sur six ans. La première phase impliquait trois pays en Afrique de l'Ouest : le Ghana, le Mali et le Sénégal (51 millions USD), suivie d'une deuxième phase concentrée sur le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Nigéria

(119 millions USD), et d'une troisième récemment approuvée pour inclure le Bénin, la Gambie, le Libéria, le Niger, la Sierra Leone et le Togo (84 millions USD), toutes mises en œuvre sur des périodes de six ans (Banque mondiale 2011b).

Les programmes établiront des centres d'excellence régionaux spécifiques aux produits, en charge de la R&D directement liée non seulement au pays d'accueil, mais également à la région au sens large. Pour certains de ces plus petits pays, plutôt que des centres d'excellence, les activités du programme se concentreront sur le renforcement des capacités des agences nationales de recherche et sur la création, la dissémination et l'adoption des technologies. La mise en œuvre des programmes est supervisée par l'ASARECA et

la CORAF pour leur sous-région respective. Un programme de productivité pour l'Afrique du Sud devrait suivre l'établissement d'un organe similaire de coordination de la R&D agricole pour la Communauté de développement d'Afrique du Sud (Nyirenda 2011). Les bailleurs de fonds sont de plus en plus intéressés par le financement de l'accroissement de l'implication du secteur privé dans la R&D agricole des pays en développement.

La dépendance de plus en plus forte des bailleurs de fonds aux organisations et aux réseaux régionaux et sous-régionaux peut aider les pays à capter les retombées de connaissance de la R&D régionale, mais les limitations de capacités de ces organisations et réseaux sont importantes.

5. Succès et opportunités pour l'agriculture africaine

5.1 Moteurs de succès: une multiplicité de facteurs

Il existe des exemples d'expériences fructueuses dans les pays africains, en particulier en ce qui concerne la transformation des aliments de base locaux tels que le manioc au Nigéria et le millet au Sénégal. Si l'on en croit l'augmentation prévue de la demande urbaine d'aliments locaux, qui atteindra 15 milliards USD d'ici 2030, la portée de la croissance des entreprises et de l'innovation dans le secteur des produits de base doit être importante en Afrique subsaharienne. Les mêmes projections indiquent des gains de revenus potentiels de 30 milliards USD pour les petits agriculteurs locaux, si les pays africains parviennent à positionner les secteurs nationaux de manière concurrentielle sur ces marchés (NEPAD 2009).³⁵

Parmi ces exemples de succès, citons la croissance très rapide de la production à petite échelle du café dans les années 1950, suivi du thé, dans les années 1960, sur les hauteurs kenyanes. Les agriculteurs ont été autorisés, à partir de 1954, à planter ces cultures et se sont exécutés avec enthousiasme, soutenus par des coopératives pour le café et une entreprise étatique de thé très efficace, la Kenya Tea Development Authority. Les agriculteurs n'ont pas consacré toutes leurs terres aux cultures de rente: ils ont continué à cultiver du maïs, des haricots et d'autres cultures alimentaires. La production

de maïs a été améliorée par l'adoption large de variétés hybrides adaptées aux conditions kenyanes. Certains agriculteurs sont également parvenus à investir dans l'achat de quelques vaches et la production laitière intensive et stable a été ajoutée au portefeuille.

Ces vingt dernières années, de nombreux agriculteurs se sont également adonnés à la production de cultures horticoles, certaines pour l'exportation – les haricots verts kenyans, par exemple, sont vendus dans les supermarchés européens –, mais avant tout pour le marché national en pleine expansion à Nairobi. Dans ce cas précis, l'intensification a-t-elle débouché sur une surutilisation des ressources naturelles? Non: au contraire, avec des champs productifs, les agriculteurs ont investi dans des terrasses, ont planté des arbres aux limites des champs et ont utilisé davantage de fumier et d'engrais.

De l'autre côté du continent, en Afrique de l'Ouest, la production de coton a connu une expansion rapide dans les années 1980 et 1990 dans la savane guinéenne, au nord de la ceinture de forêts et au sud du Sahel. Dans ce cas, la production a été organisée par des entreprises étatiques de développement du textile qui ont fourni les intrants à crédit et collecté les cultures.

Nombre de mouvements récents de croissance ont porté sur la production alimentaire pour les marchés nationaux : dans les années 1980, il y a eu le maïs au Zimbabwe, sur les terres d'altitude du sud de

Tanzanie et dans les provinces du nord et de l'est de la Zambie, à chaque fois avec une production agricole de petite taille organisée par des agences étatiques. Parmi les pics de cultures alimentaires commercialisées à plus petite échelle, citons le riz dans le delta intérieur malien du Niger, des variétés de maïs à pollinisation ouverte dans la ceinture du centre du Nigéria et la production périurbaine de produits laitiers de fruits et de légumes pour la ville de Kano.³⁶

L'IFPRI a interrogé des spécialistes afin d'identifier les succès de l'agriculture africaine, pour lesquels on a constaté « une évolution importante et durable de l'agriculture, débouchant sur une augmentation du revenu agrégé lié à l'agriculture, ainsi que sur une réduction de la pauvreté et/ou une amélioration de la qualité environnementale ». (Haggblade et al. 2003, 10; voir également Gabre-Madhin et Haggblade 2001). Ils ont fait état de nombreux progrès techniques, notamment des variétés hybrides de maïs au Zimbabwe et au Kenya, ainsi que de maïs à pollinisation ouverte en Afrique de l'Ouest; l'utilisation de bananes améliorées en Afrique de l'Est; la production horticole et fruitière par les petits producteurs sous contrat au Kenya; le manioc résistant aux nuisibles et aux maladies qui a contribué à des augmentations majeures de la production de manioc en Afrique de l'Ouest et dans certaines régions d'Afrique du Sud-est; le coton en Afrique de l'Ouest; et la petite production laitière au Kenya.



Ces réussites n'ont pas toutes duré. Au contraire, elles sont souvent sensibles aux prix en vigueur, qui sont parfois étroitement liés aux prix sur les marchés mondiaux, ainsi qu'au soutien et à l'organisation étatiques. D'un autre côté, l'une des expériences les plus remarquables de progrès à long terme a été observée au Burkina Faso, où, en quarante ans, la production de céréales – dans un pays sahélien pauvre et enclavé souvent frappé par la sécheresse – a augmenté dans la même mesure qu'au Vietnam, généralement considéré comme un succès de la révolution verte en Asie.³⁷ Le succès du Burkina Faso a permis de conserver le sol et l'eau grâce à l'utilisation de murets de pierre et de fosses de plantation traditionnelles améliorées ('zai') afin de retenir l'eau et la couche supérieure du sol; de planter des arbres; de pratiquer l'élevage dans des systèmes semi-intensifs et d'épandre du fumier sur les champs; et de multiplier les institutions collectives destinées à gérer les puits, les ressources naturelles, les banques céréalières des villages et les écoles.

Progrès des technologies agricoles

Les technologies agricoles ont progressé, permettant l'adoption de variétés améliorées par la majorité des agriculteurs de certaines régions et pour des cultures spécifiques: le maïs hybride au Zimbabwe dans les années 1980 et au Kenya depuis les années 1960 sont de bons exemples. Parmi les exemples plus récents, on trouve ceux des progrès du manioc et du riz: en un an en Ouganda, la cochenille a entraîné une perte de 90% des récoltes de manioc du pays. Cependant,

l'IITA a développé des variétés de manioc résistantes à la cochenille, ce qui a permis d'augmenter considérablement la production de manioc sur le continent. La WADERA a également développé la variété de riz NERICA, qui a surmonté une contrainte de longue date, à savoir les rendements inférieurs des variétés de riz africaines par rapport aux variétés asiatiques, alors que ces dernières sont moins résistantes aux nuisibles et aux maladies d'Afrique. La variété NERICA semble à ce jour produire des rendements beaucoup plus importants, avec des taux de croissance élevés d'adoption en Afrique de l'Est et de l'Ouest.

Utilisation d'intrants supplémentaires

Bien que l'utilisation moyenne d'engrais manufacturés soit faible en Afrique – notamment dans certaines zones telles que les terres d'altitudes au Kenya –, leur niveau d'utilisation est similaire aux niveaux observés en Asie. Les obstacles à l'utilisation sont moins techniques et relèvent davantage de la logistique et du rapport de prix entre le coût local des engrais sur les exploitations et la valeur des cultures pratiquées. Parmi les développements prometteurs récents, on trouve notamment le microdosage, pratique où les engrais sont administrés de manière plus précise dans le temps et l'espace, ce qui permet d'économiser les engrais et d'avoir plus d'impact sur les rendements par unité de produit chimique. L'utilisation de cette pratique est particulièrement utile lorsque l'engrais est relativement cher par rapport à la main-d'œuvre.

Les expériences du Kenya et du Malawi montrent ce qui peut

être accompli. En 2005/2006, le gouvernement malawien a appliqué une subvention universelle sur une quantité limitée de semences de maïs et d'engrais, en dépit de la forte désapprobation des bailleurs de fonds tels que la Banque mondiale et le FMI. Lors des quatre saisons suivantes, les récoltes ont dépassé les objectifs nationaux et des records ont été battus. Mais les coûts ont augmenté, de 50 à plus de 200 millions USD, ce qui a soulevé la question de la durabilité de l'approche et du coût d'opportunité du programme (FAC 2009).

L'expérience kenyane de la libéralisation des marchés d'engrais au début des années 1990 est moins connue. La réponse des importateurs privés, des vendeurs en gros et des fournisseurs d'intrants locaux a été bonne. Les petits agriculteurs peuvent à présent obtenir des engrais en ne parcourant qu'une distance moyenne de 3,4km, contre 8,1 km précédemment. Les coûts de transport d'engrais de Mombasa vers les zones de culture ont diminué drastiquement grâce à l'amélioration de la logistique. Davantage de petits agriculteurs utilisent à présent des engrais et cela a contribué à l'augmentation des rendements. Tout ceci n'a presque rien coûté au budget public (Ariga & Jayne 2009).

Gestion du sol et de l'eau

Bien que moins de 4% des zones de culture soient actuellement irriguées, les limites peuvent être tant économiques que techniques. Là où il est possible de pratiquer des cultures à valeur élevée durant les saisons sèches, les agriculteurs peuvent améliorer rapidement leur

Transformation rurale en Afrique : la voie de la réussite

irrigation, comme le montrent les terres vallonnées de Fadama dans les zones proches de Kano, où les agriculteurs ont introduit des pompes diesel afin de transporter l'eau vers leurs parcelles, alors qu'auparavant seuls des chadoufs étaient utilisés. Certains systèmes d'irrigation précédemment décevants du point de vue des rendements ont été revitalisés grâce à l'introduction d'une meilleure gestion, comme le montre le système de culture du riz du Bureau du Niger au Mali.

Des investissements dans la conservation du sol et de l'eau ont été entrepris, mais uniquement lorsque leur rentabilité avait été démontrée. Les terrasses de fanya nuu de Machakos et d'autres régions des terres supérieures du Kenya, ainsi que les fosses de plantation et les murets déployés sur le plateau central du Burkina Faso sont de bons exemples. Dans la lutte contre les nuisibles et les maladies, des réussites majeures ont été enregistrées en matière de vaccination contre la peste bovine, de production de manioc résistant au virus de la mosaïque et d'éradication de la mouche noire dans la savane ouest-africaine, un nuisible qui provoque l'onchocercose chez les humains et décourage l'utilisation de terres arables potentielles.

Potentiel des terres non cultivées

Le potentiel des terres africaines a été réaffirmé. La Banque mondiale a publié (2009a) une évaluation du potentiel de la savane guinéenne, une vaste zone de quelque 700 millions d'ha couvrant plus d'un tiers du continent, et dont moins de 7% sont actuellement cultivés. Jusqu'à présent, la savane guinéenne a été largement ignorée, en partie parce que le potentiel de production est moyen plutôt qu'élevé, mais d'autant plus parce qu'elle était relativement

inaccessible à cause du manque d'accès aux routes et parce que la demande effective pour ce que ces terres pouvaient produire était faible.

Des zones géographiquement similaires au nord-est de la Thaïlande et dans le Cerrado brésilien ont été transformées en régions exportatrices agricoles majeures: selon la Banque, des investissements et des politiques adaptées pourraient permettre de reproduire l'expérience en Afrique. Compte tenu de l'augmentation future de la demande en l'Afrique, la possibilité de remplacer la nourriture actuellement importée, plus la création possible de marchés de matières premières pour les biocarburants et l'approvisionnement de l'augmentation rapide de la demande en Asie d'huiles végétales, d'aliments pour animaux et d'autres produits, de grandes parcelles de terre de la savane guinéenne pourraient être cultivées et ainsi générer des emplois, des revenus et des bénéfices d'exportation.³⁸

Technologies de l'information et de la communication

De plus en plus, les agriculteurs africains vivent dans des zones couvertes par les réseaux et peuvent accéder, même par le biais de prêts ou de locations, à la téléphonie mobile. Bien que l'utilisation première de téléphones puisse être sociale, ils sont utilisés pour transmettre l'information sur les marchés, voire pour transférer des fonds. Il existe un potentiel clair de transmission de l'information aux agriculteurs et aux gestionnaires des terres, notamment sur les conditions physiques et avant tout sur les prévisions météorologiques à court terme.

Les technologies de l'information ont déjà bénéficié aux agriculteurs grâce à la téléphonie mobile, notamment pour la transmission

d'informations économiques. Grâce à la télédétection, d'autres applications sont possibles et permettraient de transmettre rapidement des informations sur les conditions physiques aux agriculteurs et autres gestionnaires de terres via les réseaux de téléphonie mobile.

Utilisation des biotechnologies

Bien que certaines applications soient controversées, les biotechnologies peuvent permettre de progresser vers la résolution de certaines questions moins évidentes en matière d'élevage telles que l'amélioration de la résistance à la sécheresse et l'encouragement de la fixation de l'azote. Un aspect essentiel de la question de la mise en œuvre des efforts de recherche, de développement et de vulgarisation consistera à renforcer les institutions qui sont source d'innovations adaptées à l'agriculture africaine et à développer des partenariats privé-public efficaces (Binswanger 2009). Il est communément accepté que l'investissement dans la recherche est rentable (Banque mondiale, 2007) et qu'il doit être renforcé (Chicago Council on Global Affairs, 2009).

Utilisation de pratiques traditionnelles encourageant une agriculture durable

Par le passé, les stratégies de développement étaient avant tout axées sur le modèle agricole industriel et se sont avérées non durables du point de vue environnemental, social et/ou économique.

L'agriculture durable s'éloigne des méthodes artificielles d'augmentation des rendements en faveur d'une focalisation sur les capacités grandissantes des intrants naturels. Cela peut être obtenu en utilisant diverses techniques



sans affecter l'environnement, par exemple grâce à la rotation culturale, l'enrichissement du sol et les prédateurs naturels des nuisibles. La rotation culturale consiste à pratiquer diverses cultures sur le même champ au lieu de planter la même culture chaque saison. Cela permet de garantir la santé à long terme du sol, car les cultures de rotation fixatrices d'azote permettent de régénérer les nutriments du sol (Khan 2011 ; ONU 2012). De nombreuses agences de développement ont cherché à combiner les trois facteurs de durabilité environnementale, sociale et économique au concept d'agriculture durable. La durabilité agricole vise à appliquer une approche systémique à divers aspects de la sécurité alimentaire. Elle concerne avant tout les dimensions économiques, sociales et environnementales de la production agricole. Une approche systémique est donc adoptée afin de faire interagir divers individus et institutions – tels que les chercheurs, les syndicats, les détaillants, les consommateurs, les décideurs politiques – ayant un rôle à jouer (Amekawa 2010; ASI 2012). Cela permet d'identifier diverses causes et impacts de l'agriculture

et de l'insécurité alimentaire et d'y faire face.³⁹

Croissance agricole axée sur le marché et sur le secteur privé

La croissance agricole axée sur le marché et le secteur privé fait référence à l'idée selon laquelle la croissance agricole doit être axée sur le marché en réduisant le rôle du secteur public et en promouvant les partenariats public-privé.

À l'instar de la « révolution verte » dans les pays asiatiques, la nouvelle révolution verte pour l'Afrique implique l'amélioration et la diversification des cultures, l'amélioration des systèmes d'irrigation et le progrès des technologies (UK Food Group 2008). Cela suppose également des stratégies visant à parvenir à une dépendance minimale aux intrants externes. Par exemple, une perspective agricole durable permet de garantir la portée et la stabilité des rendements, une stabilité des prix alimentaires et des prix des engrais afin de parvenir à une durabilité économique (Amekawa 2010). Un autre aspect de la durabilité économique consiste à diversifier les exploitations afin

d'éviter les monocultures, ce qui permet ainsi d'atténuer les risques de pertes économiques et de répondre aux fluctuations extrêmes de prix associées à l'évolution de l'offre et de la demande (ASI 2012). Pourtant, cela nécessite également un engagement en faveur de l'évolution des politiques publiques, des institutions économiques et des valeurs sociales.

Une autre préoccupation majeure de l'agriculture durable se situe au niveau politique, elle consiste à améliorer ou à introduire des politiques faisant la promotion de la santé environnementale, de la rentabilité économique et de l'équité tant sociale et qu'économique. Elle consiste par exemple à soutenir des programmes de production et de prix afin de permettre aux agriculteurs de réaliser pleinement le potentiel des gains de productivité. Une autre stratégie suppose la modification des politiques fiscales et de crédit afin d'encourager les exploitations agricoles plutôt que les concentrations d'entreprises. Il est important de le faire au niveau local, régional, national et mondial, et en particulier à ce dernier afin de faciliter le commerce international.

6. Perspectives d'avenir: transformation agricole et structurelle en Afrique

6.1 Transformation structurelle

La transformation structurelle est le mouvement de la main-d'œuvre de secteurs moins à plus productifs, afin de faire augmenter la productivité de l'ensemble de la main-d'œuvre de manière égale à des niveaux de productivité sectorielle constants. Le problème des pays en développement, comme le montre l'exemple des pays africains, surgit lorsque: (i) la migration de la main-d'œuvre stagne à cause de la croissance lente du reste de l'économie et/ou de la croissance démographique rapide; et/ou (ii) l'ajout de valeur dans des secteurs à faible productivité tels que l'agriculture ne parvient pas à augmenter assez rapidement pour combler les fossés de productivité intersectorielle. Les pays présentant une évolution structurelle fructueuse sont généralement parvenus à deux résultats: déplacer la main-d'œuvre de secteurs à productivité faible vers des secteurs à productivité plus élevée et renforcer la production des secteurs à productivité plus faible. Le progrès doit être obtenu dans trois domaines clés afin de parvenir à ce résultat: la circulation de la main-d'œuvre, la croissance de la productivité et la compétitivité du commerce. Le mouvement de la main-d'œuvre entre les secteurs à productivité plus faible vers ceux à productivité plus élevée augmente la productivité moyenne et les revenus de l'économie, même sans aucun changement du niveau de productivité du secteur. Cet effet est magnifié lorsqu'il s'accompagne d'une croissance de la productivité sectorielle.⁴⁰

En Afrique, pendant l'essentiel des cinquante dernières années ayant suivi l'indépendance, le changement structurel a réduit la productivité. Il a été encouragé par la diversification négative reflétée dans la migration de la main-d'œuvre du secteur agricole sous-performant, mais plus productif, à un secteur des services surdimensionné à productivité plus faible. À la suite de l'échec de la première génération d'efforts d'industrialisation internes par le biais des substituts à l'importation des années 1960, les gouvernements africains avaient presque abandonné la recherche de politiques industrielles pratiques. Pendant ce temps, l'agriculture continuait à être confrontée à des défis politiques et institutionnels de taille, passant d'un environnement marqué par une taxation directe et implicite importante à une ère de politiques d'ajustement structurel controversées réduisant largement le soutien aux services dans le secteur. L'effet combiné a entraîné une stagnation du secteur manufacturier et contraint à la spécialisation dans le secteur primaire.

La relance économique des 15 dernières années a permis d'espérer que les pays africains commencent à tourner la page. Il convient à présent de maintenir et d'accélérer le processus de relance, d'adopter des politiques de renforcement de la productivité dans le secteur agricole et celui des services et de revitaliser le secteur industriel moderne. Un bon point de départ est l'effort continental du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA), qui vise à encourager une planification

et une mise en œuvre de politiques basées sur les preuves et à renforcer l'investissement dans l'agriculture. Cependant, il doit être complété par des politiques d'industrialisation novatrices afin de développer des avantages comparatifs pour les biens manufacturiers à valeur plus élevée. Les stratégies de développement futures doivent viser à renforcer la productivité dans le secteur des services, qui représente à présent une part importante et grandissante de la main-d'œuvre à productivité faible. L'objectif de ces stratégies devrait être de moderniser les processus de production et de promouvoir l'innovation dans la production de biens domestiques et ménagers – de la ferronnerie à la transformation du bois et du cuir, en passant par une série de produits artisanaux.

La gestion d'une transformation économique fructueuse soulève deux défis essentiels: (i) renforcer la productivité agricole et de la main-d'œuvre tout en (ii) se diversifiant vers des biens de niveau plus élevé avec une productivité plus importante, dans l'industrie manufacturière urbaine et dans les secteurs des services. Les facteurs permettant de déterminer si un pays réussira ou non à se transformer sont liés à l'adaptation des atouts humains et physiques, des ressources institutionnelles et technologiques, ainsi que des capacités politiques et de coordination.⁴¹

Les modèles de transformation structurelle marqués par un secteur des services surdimensionné à productivité faible et sous-performant montrent que les

Transformation rurale en Afrique : la voie de la réussite

pays africains ont besoin d'une stratégie de renforcement de la productivité de la main-d'œuvre pour le secteur des services. Cette stratégie doit aller de pair avec le développement d'une industrie agricole adaptée aux petits exploitants. Les stratégies d'industrialisation doivent donc viser, à court et à moyen terme, la croissance de l'esprit d'entreprise dans le secteur des services informels et le secteur agricole traditionnel. Les politiques liées à la technologie et à l'innovation doivent viser à renforcer les capacités et l'esprit d'entreprise dans les industries agricoles et le secteur informel. La relance actuelle de la croissance produit une classe moyenne de plus en plus importante et une demande soutenue d'aliments urbains transformés, de logement et d'équipement ménager. Les exemples de l'huile de palme et du caoutchouc en Malaisie et du manioc en Thaïlande démontrent amplement le potentiel important d'innovation et de croissance entrepreneuriale dans le secteur de l'agro-industrie.

Les politiques de technologie et d'innovation doivent également répondre aux besoins du segment agricole de la chaîne de valeur de l'agro-industrie. Les pays africains devront en particulier commencer à investir largement dans la formation, les laboratoires de recherche et d'autres infrastructures requises pour le développement des capacités biotechnologiques afin d'être compétitifs sur les marchés agricoles nationaux et mondiaux. Le débat actuel sur les organismes génétiquement modifiés est particulièrement peu utile et détourne l'attention à ce sujet. La

vraie question stratégique à laquelle les pays africains sont confrontés ne doit pas être d'autoriser ou d'interdire la nourriture à base d'organismes génétiquement modifiés (OGM). La vraie question est de savoir si les sociétés africaines ont suffisamment de capacités dans le domaine plus large des biotechnologies pour suivre les développements rapides dans le monde. Dans le cas contraire, elles seront éliminées des futurs systèmes alimentaires mondiaux.

Le secteur des services est devenu un réservoir majeur de main-d'œuvre à faible productivité à cause du modèle d'évolution structurelle mentionné ci-dessus. La croissance dans ce secteur jouerait donc un rôle central dans la création d'emplois et la croissance de la productivité au sein des pays africains. Dans leurs études de l'industrialisation endogène, Sonobe et Otsuka (2006 ; 2011) identifient les principales sources de défaillances du marché qui entravent la modernisation et la croissance dans le secteur informel. Ils incluent dans ces sources de défaillances les coûts de transaction liés à l'asymétrie de l'information et à l'application des contrats, les retombées de connaissances novatrices et le capital de gestion insuffisant. Comme option pour l'Afrique, ils proposent l'approche sectorielle thématique qui a joué un rôle central dans les pays asiatiques. Les compétences organisationnelles requises et d'autres capacités productives dans les entreprises du secteur informel sont souvent tacites et non codifiées. La reproduction et l'imitation sont donc limitées à moins d'être facilitées via la sectorisation, qui permet le transfert

de compétences via la circulation de la main-d'œuvre.

Dans leur récente étude comparative sur la sectorisation entre les pays asiatiques et africains – notamment le Kenya et l'Éthiopie – Sonobe et Otsuka (2011) ont conclu que la sectorisation des pays africains souffre généralement d'un déclin de profitabilité lorsqu'elle s'étend à de nouveaux arrivants. En effet, l'absence d'innovation soutenue et l'émergence d'entreprises plus importantes augmente le nombre d'entreprises et fait baisser la profitabilité. La croissance au sein du secteur finit par stagner. L'industrie du cuir en Éthiopie était la seule exception. Étant donné l'absence de stratégies efficaces d'industrialisation, ICC ou autres, il n'est pas surprenant que les auteurs n'aient pas trouvé de sectorisation fructueuse. Les leçons de l'Asie indiquent un potentiel d'action de l'ICC dans le secteur informel africain. Face au double défi de la productivité du secteur informel et agricole en Afrique, les stratégies de l'ICC doivent également inclure le secteur agro-industriel. L'ICC dans l'agro-industrie se focaliserait sur des domaines et des secteurs ayant un potentiel de productivité élevé et des retombées technologiques confirmées, notamment les industries de transformation périurbaines, les bassins des cours d'eau et d'autres zones à potentiel agroclimatique élevé, ainsi que des couloirs de transport régionaux. Les activités de l'ICC viseraient la recherche technologique, les infrastructures de gestion de la qualité, les services de réglementation, les infrastructures commerciales, l'intégration des petits agriculteurs



et la formation professionnelle. En particulier, l'ICC ferait la promotion du développement de la chaîne de valeur agro-industrielle par le biais d'une série d'activités – technologies d'emballage et de transformation adaptées, services de gestion de la qualité, élaboration institutionnelle de réseaux de marchés publics et de distribution, technologies et pratiques de production et secteur d'intermédiation financière.⁴²

6.2 Rôle de l'agriculture dans le processus de transformation

Lors des premières décennies qui ont suivi l'indépendance, le ratio des coûts d'importations alimentaires par rapport aux revenus de l'exportation agricole des pays africains était presque identique au ratio entre les importations alimentaires et les revenus totaux des échanges étrangers, ce qui implique que les ressources qui paient pour la demande alimentaire excessive proviennent presque exclusivement du secteur agricole (Badiane 1991). Les ressources des échanges étrangers provenant de l'agriculture participent au paiement des coûts d'importation des biens nécessaires dans d'autres secteurs de l'économie.

L'agriculture joue un autre rôle important en tant que principale source de revenus fiscaux pour le financement des infrastructures routières et électriques, la santé, l'éducation et d'autres investissements nécessaires à la stimulation de la croissance dans le reste de l'économie. Enfin, l'agriculture génère une

part importante des revenus qui alimentent la demande de biens produits dans le secteur manufacturier émergent. Lorsque l'agriculture est en croissance et que tous les liens ci-dessus fonctionnent convenablement, la main-d'œuvre est libérée du secteur agricole afin de répondre à la demande dans le secteur manufacturier en expansion et à productivité plus grande. La migration de la main-d'œuvre d'un secteur agricole en pleine croissance augmente également la productivité de ce secteur. Par conséquent, la productivité moyenne de l'économie augmente, de même que les revenus par habitant.

Une analyse historique des performances de croissance du secteur agricole révèle que, même si les techniques les plus intensives en main-d'œuvre sont utilisées, le taux de croissance agricole qu'il est possible d'atteindre ne serait pas assez élevé pour absorber la main-d'œuvre en augmentation (Mellor 1986). L'analyse de l'industrialisation par Syrquin (1989) dans 100 pays a montré que le taux de croissance de la valeur ajoutée et l'utilisation des intrants dans l'agriculture est environ 40 à 50% inférieure à celui de la manufacture. Alors que cette conclusion souligne le fait que l'industrialisation progressive est le moteur d'une croissance soutenue à long terme, les spécialistes et les analystes des politiques de développement au moment de l'indépendance des pays africains à la fin des années 1950 et au début des années 1960 n'ont pas reconnu l'aspect central de l'agriculture dans la stimulation de la croissance du secteur industriel lui-même.⁴³

Johnston and Mellor (1961) définissent trois phases, des premières aux dernières étapes de développement, avec des priorités politiques distinctes afin de concilier les contradictions ci-dessus. Lors de la phase 1, lorsque le secteur est dominé par l'agriculture de subsistance, il faut se concentrer sur l'innovation sociale afin de lever les contraintes institutionnelles, sociales et culturelles à des pratiques agricoles améliorées. Les programmes de propriété foncière, d'éducation et d'infrastructures institutionnelles qui y sont liés sont nécessaires afin d'aligner les pratiques culturelles et sociales avec la nécessité de moderniser le secteur à l'avenir. Lors de la phase 2, l'accent est mis sur l'innovation technologique et les systèmes requis pour l'approvisionnement d'intrants et de services afin de renforcer la productivité et d'étendre la production sur la base de technologies intensives en main-d'œuvre et peu gourmandes en capital. Les éléments clés des systèmes d'innovation technique incluent la recherche et le développement et des systèmes d'éducation associés afin d'étendre les possibilités de production, les systèmes d'approvisionnement et de distribution d'intrants concurrentiels du point de vue des coûts, les systèmes de marketing de production, en plus de l'investissement public nécessaire dans les infrastructures et les institutions requises. Dans la phase 3, lorsque les coûts d'opportunité de la plupart des intrants, en particulier la main-d'œuvre, sont élevés et en augmentation, il faut se concentrer sur une pénétration plus profonde des marchés de services financiers

Transformation rurale en Afrique : la voie de la réussite

afin de répondre aux besoins considérables en ressources pour les technologies intensives en capital plutôt qu'en main-d'œuvre. Les programmes qui sont mis en œuvre dans les trois phases doivent être rentables et durables fiscalement. Dans le cas contraire, ils peuvent peser sur le reste de l'économie et sont voués à l'abandon. La durabilité est particulièrement problématique lors des deux premières phases, car l'arrêt de tels programmes peut entraîner l'effondrement total du secteur et la perte de vingt ans de développement. Ce résultat est typique de l'Afrique des années qui ont mené à la période de programmes d'ajustements structurels et durant celle-ci dans les années 1980 et 1990.⁴⁴

Les pays africains ont connu un processus de relance agricole et économique remarquable depuis le milieu des années 1990. Les taux de croissance moyens du secteur agricole et de l'économie en général tournent autour de 5-6%. Même durant les récentes crises des marchés alimentaires et financiers mondiaux, les économies africaines sont parvenues à maintenir des taux de croissance positifs alors que les économies de toutes les autres régions étaient en recul. Plus étonnant encore, la relance de la croissance s'est non seulement accélérée, mais s'est également étendue à toutes les grandes régions du continent (Badiane 2008). Les performances récentes sont observées après une période de croissance économique faible et de stagnation lors des décennies écoulées. Le maintien et l'accélération de la relance de la croissance actuelle nécessitent donc de se pencher plus avant sur le processus de transformation économique lors de cette période et sur les facteurs sous-jacents.

Trends in economic sophistication among African countries

Un aspect important du changement structurel est que les économies acquièrent des capacités plus importantes avec leur maturation vers la production de biens plus sophistiqués à valeur plus élevée. Le panier de biens d'un pays détermine totalement son niveau de performances économiques et de revenus globaux. Les biens pour lesquels la demande devient mondiale à mesure que les revenus augmentent dans le monde peuvent être exportés en quantités plus importantes et à des prix plus élevés pour une longue période. Ces biens sont associés à des niveaux de productivité et de revenus plus élevés. Plus un pays parvient à produire de tels biens, plus il construira de richesses et plus il sera riche avec le temps. Pour utiliser l'expression d'Hausmann et al. (2006), « les pays deviennent riches en produisant des biens de pays riches ». En d'autres termes, « les pays deviennent ce qu'ils produisent ».⁴⁵

Le manque de progrès vers la sophistication des produits dans le secteur agricole a de véritables implications stratégiques. Tout d'abord, il est difficile pour le secteur d'augmenter la productivité de la main-d'œuvre et les revenus sans l'aide d'avantage comparatif émanant de produits à valeur plus élevée et ayant une élasticité des recettes plus élevée. Une plus grande sophistication des produits permettrait non seulement aux pays africains d'augmenter la valeur totale et unitaire des exportations vers les marchés mondiaux, mais également de capter une part plus importante de la demande en croissance rapide de nourriture urbaine sur les marchés régionaux.⁴⁶

Le potentiel de l'agro-industrie⁴⁷

L'agriculture et l'agro-industrie représentent presque la moitié du PIB de l'Afrique. La production agricole est le secteur le plus important dans la plupart des pays africains, représentant 24% du PIB de la région.

Les intrants de l'agro-industrie, la transformation, la commercialisation et le détail ajoutent environ 20% du PIB. L'expérience mondiale suggère qu'avec l'augmentation des revenus et l'urbanisation qui motive la commercialisation de l'agriculture, les parts des activités agro-industrielles en aval et en amont devraient connaître une croissance rapide.

Le secteur agro-industriel pourrait connaître une croissance importante. Les marchés nationaux et mondiaux connaissent une demande forte, qui devrait se maintenir même lorsque la demande nationale s'accéléra. Le retour à la croissance économique en Afrique depuis les années 1990, l'urbanisation florissante et la prospérité des marchés de produits mondiaux ouvrent des horizons de marchés sans précédent pour permettre à l'Afrique de développer un secteur agro-industriel concurrentiel. On s'attend à ce que les marchés alimentaires urbains quadruplent et dépassent les 400 milliards USD d'ici 2030, ce qui demanderait des investissements agro-industriels dans la transformation, la logistique, les infrastructures de marché et les réseaux de détail. La classe moyenne de plus en plus importante cherche également à augmenter la diversité et la qualité de son régime alimentaire. Les secteurs les plus dynamiques dans l'ensemble sont généralement le riz, les céréales alimentaires, la volaille, les produits laitiers, les



huiles végétales, l'horticulture et les aliments transformés pour la substitution des importations, ainsi que les exportations tropicales traditionnelles et leurs produits dérivés (en particulier le cacao, le caoutchouc, la noix de cajou et l'huile de palme), ainsi que certaines cultures horticoles, poissons et biocarburants à valeur plus élevée pour l'exportation.

L'intérêt du secteur privé dans l'agro-industrie africaine est sans précédent. La décennie écoulée a été celle d'un regain d'intérêt du secteur privé pour l'agriculture et l'agro-industrie africaines, notamment l'intérêt des investisseurs et des fonds d'investissement étrangers. Il faut éveiller l'intérêt des investisseurs afin de générer des emplois, de fournir des opportunités pour les petits agriculteurs, de respecter les droits des communautés locales et de protéger l'environnement. Ce faisant, il faudra limiter les acquisitions foncières et les investissements fonciers spéculatifs qui profitent de la faiblesse des institutions dans les pays africains ou font fi des principes d'investissements agricoles responsables.

En dépit du potentiel énorme de développement agro-industriel, des contraintes diverses demeurent. Selon la Banque mondiale, elles s'articulent en 4 catégories:

- Politiques erratiques de production agricole et de marchés et de commerce d'intrants
- Accès limité aux terres et respect limité pour les droits fonciers des communautés (voir Deininger et Byerlee 2011).
- Mauvaises infrastructures et coûts de transport élevés, voir rapport phare de la Banque mondiale sur les infrastructures africaines (Banque mondiale 2010).

- Difficultés pour les petits agriculteurs et les petites entreprises d'accéder aux technologies, à l'information, aux compétences et au financement.
- Voir Rapport sur le développement dans le monde (Banque mondiale 2007d).

Agenda pour surmonter les contraintes

Afin d'améliorer les performances des marchés de production, le rapport de la Banque mondiale suggère d'accélérer l'intégration régionale des marchés en mettant en œuvre les systèmes de libéralisation; de faciliter l'accès aux technologies modernes de l'information et de la communication et d'augmenter l'échange sur les marchés; ainsi que d'améliorer les informations sur les prix et de renforcer les stratégies sur les chaînes de valeur des marchés alimentaires en renforçant la transformation, l'emballage, la qualité et les marques.

Faciliter l'accès aux intrants et aux technologies permettrait de faciliter la croissance d'un secteur agro-industriel compétitif. Cela impliquerait une utilisation plus large et plus facile de semences, d'engrais et d'autres intrants de meilleure qualité. Les marchés d'intrants représentent donc une autre opportunité agro-industrielle.

Renforcer l'accès aux terres et la sécurité foncière. L'agro-industrie s'essoufflera à moins que les droits fonciers des communautés et des particuliers soient formalisés et que la gouvernance des ressources foncières s'améliore. Parfois, il suffit de clarifier le statut de la possession foncière d'exploitations étatiques ou privées abandonnées et de mettre ces droits aux enchères pour les investisseurs. À plus long terme, les gouvernements doivent

absolument mettre en œuvre un processus décentralisé, transparent et participatif pour allouer les terres, formaliser rapidement les droits des communautés et des particuliers, développer les capacités des communautés à négocier des accords équitables avec les investisseurs et réduire les coûts de transaction et l'insécurité de la propriété qui découragent les investisseurs.

Renforcer les infrastructures via des partenariats public-privé dans la mesure du possible. L'irrigation est essentielle si l'on veut renforcer et stabiliser la production, réduire les risques et fournir la base d'une agriculture à valeur plus élevée. Face aux contraintes strictes sur les ressources et les capacités du secteur public, il faudra puiser dans le capital et les compétences de gestion privés afin d'accélérer l'investissement dans l'irrigation.

Financer l'agro-industrie. Il existe aujourd'hui un meilleur accès au financement du secteur privé. Les entreprises peuvent proposer un financement direct à l'aide de chaînes de valeur interconnectées, à condition d'obtenir des contrats, en particulier pour les exportations de grande valeur et certains produits requérant une transformation immédiate. Bien que les banques formelles prêtent actuellement peu au secteur, des expériences récentes montrent que les prêts agricoles et agro-industriels peuvent devenir profitables pour les banques établies.

Le développement des capacités, les nouvelles technologies d'e-banking, les incitations à l'ouverture de bureaux ruraux ou les services bancaires mobiles et des règles flexibles sur les garanties élargissent les prêts au secteur.

Développer les compétences et l'esprit d'entreprise. Une

Transformation rurale en Afrique : la voie de la réussite

contrainte majeure de l'agriculture commerciale et de l'agro-industrie compétitives est le manque de compétences à tous les niveaux, de l'éducation professionnelle à celle de troisième cycle, notamment sur le plan des capacités de gestion et d'esprit d'entreprise.

Garantir des investissements inclusifs.

La création d'emplois en Afrique est un défi énorme, en particulier pour les 25 millions de jeunes qui entreront dans la vie active d'ici 2025. Les investissements privés dans le secteur doivent garantir la création d'emplois de bonne qualité

disponibles pour les communautés locales par le biais de programmes de formation à l'échelle locale.

Conclusion

Après des décennies de stagnation voire de déclin, les économies africaines connaissent à nouveau la croissance. Celle-ci est forte, large et soutenue depuis plus de dix ans. Cette relance masque des tendances préoccupantes dont il faudra s'occuper de manière efficace. Le rythme et le modèle de transformation économique durant les décennies passées laissent penser que l'évolution structurelle a traditionnellement limité la production. Ceci est dû au mouvement de fuite de la main-d'œuvre et aux performances insuffisantes du secteur agricole par rapport à un secteur des services surdimensionné à productivité faible. Le problème se trouve empiré par le manque de stratégies d'industrialisation efficaces, qui a empêché les économies africaines de se diversifier vers des biens à productivité plus élevée. Le maintien et le développement du processus de relance actuel visant à renforcer les revenus et à réduire la pauvreté dans les pays africains nécessiteraient des stratégies novatrices destinées à revitaliser la croissance agricole.

De telles stratégies devraient consolider les progrès réalisés par le PDDAA. Elles incluraient une nouvelle approche du développement rural, avec des synergies plus profondes entre la mise à disposition de services sociaux et des investissements destinés à renforcer la productivité, le tout pour maximiser l'impact des dépenses publiques sur la productivité de la main-d'œuvre dans les zones rurales. Une nouvelle approche des politiques d'industrialisation est également nécessaire si l'on veut promouvoir la transition des économies africaines vers des produits à valeur plus

élevée. En plus des domaines prioritaires conventionnels, tels que l'amélioration des politiques macroéconomiques et l'investissement dans les infrastructures, des politiques de technologie et d'innovation sont nécessaires pour soutenir la croissance des entreprises dans le secteur industriel, tant formel qu'informel.⁴⁸

Binswanger-Mkhize, McCalla et Patel font état de signes encourageants pour le développement agricole africain en dépit de l'absence de transformation structurelle à ce jour. Parmi ces signes encourageants, citons la relance récente de la croissance économique, la fin du déclin circulaire des prix agricoles, la demande alimentaire en augmentation au niveau national et régional et la diminution des engagements agricoles de la part des gouvernements africains. Les auteurs recommandent que les pays saisissent cette occasion pour soutenir la croissance économique à travers des politiques macroéconomiques solides, la levée des facteurs décourageant le secteur agricole, le renforcement des investissements dans les technologies agricoles et l'amélioration des institutions agricoles et des services en faveur des agriculteurs. L'importance de l'alignement de ces stratégies sur l'actuel agenda de mise en œuvre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine est mise en avant.⁴⁹

L'appropriation et le leadership africain du NEPAD et du PDDAA ont joué un rôle central au moment de placer l'agriculture au cœur des agendas régionaux et

nationaux de développement.⁵⁰ Malheureusement, les analyses suggèrent que, dans la plupart des pays, le soutien budgétaire à l'agriculture n'atteint pas l'objectif du PDDAA. Seuls le Burkina Faso, le Malawi, le Mali, le Niger et le Sénégal ont dépassé l'objectif de 10% en 2007, alors qu'une grande majorité de pays prévoient toujours un budget agricole entre 5 et 10% (Fan, Omilola et Lambert 2009). Plusieurs questions, notamment liées à la participation faible des parties prenantes au processus du PDDAA ou encore à la faible disponibilité et qualité des données, ont exacerbé encore davantage la difficulté d'atteindre ces objectifs (Morton 2010).

Néanmoins, le **PDDAA a remis le développement agricole à l'honneur à travers un processus d'appropriation africaine**. Par conséquent, d'autres efforts complémentaires ont été consentis afin de renforcer la contribution des sciences, des technologies et de l'innovation agricoles dans le développement agricole de la région. Ces efforts sont notamment cristallisés dans le Cadre pour la productivité agricole africaine de 2006 (FAAP), qui fournit une feuille de route pour l'amélioration de la productivité agricole en favorisant et en accélérant l'innovation. Le FAAP correspond au pilier IV du PDDAA, qui établit une stratégie pour la revitalisation, l'expansion et la réforme des capacités de R&D agricole de l'Afrique, en s'éloignant d'une approche globale technologique pour se tourner vers une approche de système d'innovation plus intégrée impliquant activement les parties prenantes publiques, privées et de la société

Transformation rurale en Afrique : la voie de la réussite

civile (FARA 2006). Surtout, le FAAP a encouragé les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux à adopter

une approche plus coordonnée du financement de programmes agricoles, à répondre aux priorités

des parties prenantes et à harmoniser les activités au niveau des pays, des programmes et des projets.

GLOSSAIRE

Accès à l'alimentation

Capacité d'un ménage à acquérir régulièrement des quantités adéquates de nourriture en alliant production, achats, troc, emprunt, assistance alimentaire ou cadeaux.

Adaptation au changement climatique

Initiatives et mesures visant à réduire la vulnérabilité des systèmes naturels et humains face aux effets réels ou attendus du changement climatique. Cette adaptation peut être anticipative ou réactive, privée ou publique, autonome ou planifiée, etc. Il peut notamment s'agir de l'élévation des digues de cours d'eau et des côtes, la substitution de plantes sensibles par des plantes plus résistantes aux chocs de températures, etc.

Chaîne d'approvisionnement alimentaire (CAA)

La chaîne d'approvisionnement alimentaire (CAA) est un « réseau d'entreprises alimentaires à travers lequel des produits alimentaires passent de la production à la consommation, y compris les activités de pré-production et de post-consommation. Généralement, les liens de la CAA sont les suivants : Intrants producteur distributeur vendeur en gros détaillant consommateur.¹⁶⁰ Les chaînes d'approvisionnement alimentaire relient trois grands secteurs de l'économie: l'agriculture, la transformation alimentaire et la distribution.

Consommation alimentaire

Nourriture pouvant être consommée par les humains selon l'estimation

des bilans alimentaires de la FAO. Toutefois, la consommation alimentaire réelle peut être inférieure à la quantité de nourriture considérée comme disponible selon l'ampleur du gaspillage et de la perte d'aliments au sein du ménage. Il s'agit notamment de l'entreposage, de la préparation et de la cuisine, des restes ou de la nourriture donnée aux animaux domestiques, ou encore jetée ou distribuée.

Disponibilité de nourriture

Quantité de nourriture dans un pays ou une zone donnée sous toutes ses formes: production nationale, importation, réserves alimentaires et aide alimentaire.

Économie informelle

L'économie informelle concerne toutes les activités économiques des travailleurs et des unités économiques non couverts, en droit ou en pratique, ou insuffisamment couverts par des accords formels.

Leurs activités ne sont pas prévues par la loi, ce qui signifie qu'ils opèrent hors du cadre formel de la loi. Leurs activités peuvent également ne pas être couvertes en pratique, la loi ne s'appliquant pas même s'ils évoluent dans le cadre formel de la loi. Enfin, la loi peut être dissuasive si elle est inadaptée, contraignante ou source de coûts excessifs.

Emploi

Toutes les personnes ayant atteint un âge donné qui, durant une période brève déterminée, un jour ou une semaine, appartiennent aux catégories suivantes : emploi rémunéré ou emploi indépendant.

Gaspillage alimentaire (GA)

Aux stades suivants de la CAA, le terme « gaspillage alimentaire » concerne des comportements en général. Il résulte de la perte d'aliments potentiellement récupérables pour la consommation humaine et peut être divisé en deux catégories : évitable (aliments comestibles ou comestibles avant d'être gâchés/endommagés) et inévitable (déchets alimentaires non comestibles comme les épluchures de légumes, les os, etc.). Une définition plus claire du gaspillage alimentaire est « le rejet délibéré d'aliments propres à la consommation ».

Indice des prix alimentaires de la FAO

L'indice des prix alimentaires de la FAO mesure l'évolution mensuelle des prix internationaux d'un panier de produits.

Insécurité alimentaire

L'insécurité alimentaire résulte de la sous-alimentation de la population du fait de l'indisponibilité physique de nourriture, de l'absence d'accès social ou économique à une nourriture adaptée et/ou d'une utilisation inadéquate de la nourriture. Les personnes en situation d'insécurité alimentaire sont celles dont la consommation alimentaire est inférieure à l'apport calorique (énergétique) minimal, ainsi que celles présentant des symptômes physiques de déficiences énergétiques et nutritionnelles dues à un régime alimentaire inadéquat ou déséquilibré ou encore à l'incapacité du corps à utiliser la nourriture efficacement à cause d'une infection ou d'une maladie.

Transformation rurale en Afrique : la voie de la réussite

Investissement étranger direct

L'investissement étranger établit un intérêt durable ou contrôle de la gestion efficace d'une entreprise. Il peut prévoir l'achat de parts d'une entreprise dans un autre pays, le réinvestissement des bénéfices d'une entreprise étrangère dans le pays où elle est située et l'extension des prêts d'entreprises parentes à leurs branches étrangères. Les orientations du Fonds monétaire international (FMI) envisagent l'investissement étranger direct comme comprenant 10 % au moins des actions de l'entreprise.

Marché du travail

Espace où les emplois et les travailleurs se rencontrent ou où la main-d'œuvre est échangée contre salaire ou paiement de tout type, où la main-d'œuvre constitue l'approvisionnement en travailleurs vers ce marché. Strictement parlant, le marché du travail est le contexte dans lequel la main-d'œuvre est constituée, la mer où elle nage, en d'autres termes. Mais la main-d'œuvre est nécessairement déterminée par les tendances sur le marché du travail (telles que la mondialisation et l'informatisation du travail).

Le marché du travail et ses institutions ne sont pas neutres mais reflètent les relations de pouvoir dans l'économie et la société au sens large. L'évolution sur le marché du travail est donc influencée par le genre et produit des changements dans la structure de genre de la main-d'œuvre, par exemple en termes de ségrégation dans l'emploi, de participation relative des hommes et des femmes dans l'emploi, etc.

Ménage

Individus, de même famille ou non, vivant sous le même toit et partageant leurs revenus, leurs dépenses et leurs tâches de subsistance quotidiennes.

Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)

Série de huit objectifs internationaux de développement pour 2015, adoptés par la communauté internationale lors de la déclaration du Millénaire des Nations unies de septembre 2000 et intégrés par le FMI, la Banque mondiale et l'OCDE.

Pays à faibles revenus

Pays du groupe à faibles revenus selon les groupes de revenus.

Pays les moins développés (PMD)

Pays soumis à des entraves particulièrement sévères au développement de long terme. La liste des pays les moins développés est à présent établie selon deux principaux critères: la diversité économique et la qualité de vie.

Pertes alimentaires (PA)

Le terme « perte alimentaire » peut être défini comme toute réduction de la nourriture disponible à la consommation humaine sur la chaîne alimentaire du moment de la récolte à celui de la consommation.¹⁵⁶ Il s'agit d'une conséquence des PPR qui représente une part comestible de l'alimentation disponible à la consommation au niveau de la vente ou de la consommation mais non consommée pour une raison

quelconque.¹⁵⁷ C'est la diminution de la quantité ou de la qualité de nourriture qui la rend impropre à la consommation humaine.¹⁵⁸ Notons que tous les aliments perdus ne sont pas propres à la consommation¹⁵⁹, notamment les peaux de banane ou pelures de légumes.

PIB - produit intérieur brut

Le PIB est le produit intérieur brut. Pour une région, le PIB est la valeur du marché de tous les biens et services produits par le travail et la propriété dans la région, généralement un pays. Il est égal au PNB moins le flux net de revenus du travail et de la propriété de l'étranger.

PNB par tête

Le produit national brut d'un pays est réparti selon sa population. Il montre le revenu de chaque personne si le PNB était réparti de manière équitable. On l'appelle également revenu par tête. Le PNB par tête est une mesure utile de la productivité économique mais à lui seul il n'évalue pas le bien-être des gens ni le succès d'un pays dans le développement. Il ne montre pas le niveau d'égalité de la répartition des revenus du pays entre ses citoyens. Il ne reflète pas les dégâts des processus de production sur les ressources naturelles et l'environnement. Il ne tient pas compte du travail non rémunéré au sein des ménages ou des communautés ou de la production dans l'économie informelle. Il attribue de la valeur à tout ce qui est produit, que cela nuise ou contribue au bien-être général (par exemple, les médicaments et les armes chimiques). Et il ne tient pas compte de la valeur de facteurs de bien-être tels que les loisirs ou la liberté.

Transformation rurale en Afrique : la voie de la réussite

Pouvoir d'achat

Quantités de biens et de services pouvant être achetées pour une somme d'argent donnée. Il dépend des revenus et des prix.

Prix

Somme d'argent nécessaire à l'échange d'un bien ou d'un service. Les prix sont une source importante d'information sur le marché et influencent les décisions de ses acteurs.

Il existe différents types de prix:

Prix à la production: prix qu'un agriculteur reçoit pour un produit sur l'exploitation agricole, à l'exclusion des coûts de transport ou d'autres services de commercialisation.

Prix de gros: prix d'un bien acheté à un vendeur en gros. Ces vendeurs achètent de grandes quantités de biens et les revendent aux détaillants. Les prix de gros sont supérieurs aux prix à la production car ils sont majorés de la marge de commercialisation.

Prix au détail: prix d'un bien acheté à un détaillant par un consommateur. Les prix au détail sont supérieurs aux prix de gros car ils sont majorés de la marge de commercialisation.

Prix paritaire à l'importation: prix payé pour un bien importé

à la frontière, n'incluant pas les coûts de transaction au sein du pays importateur. Prix paritaire à l'exportation: prix payé pour un bien exporté à la frontière, incluant les coûts de transaction. Coûts générés pas le pays exportateur.

Produit

Bien tangible ayant de la valeur et pouvant être échangé.

Produit national brut (PNB)

Valeur de l'ensemble des biens et des services finaux produits dans un pays en une année (produit intérieur brut) majorée des revenus reçus des habitants de l'étranger, moins les revenus des non-résidents. Le PNB peut être nettement inférieur au PIB si les revenus de la production d'un pays reviennent principalement à des individus et des entreprises étrangers. Mais si les individus et les entreprises d'un pays détiennent de vastes quantités d'actions et d'obligations d'entreprises et de gouvernements d'autres pays et en tirent des revenus importants, le PNB peut être supérieur au PIB.

Sécurité alimentaire

Situation où l'ensemble de la population ne souffre plus de la faim à aucun moment. Elle doit regrouper quatre aspects: (1) la disponibilité; (2) l'accès; (3) l'utilisation; et (4) la stabilité.

Stratégies de réduction de la pauvreté

Les stratégies de réduction de la pauvreté sont préparées par les gouvernements des pays en développement en collaboration avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, ainsi que les partenaires de la société civile et de développement. Ces documents décrivent les politiques et les programmes macroéconomiques, structurels et sociaux du pays afin de promouvoir la croissance et de réduire la pauvreté, ainsi que les besoins de financement extérieur associés et les principales sources de financement.

Système agricole

Systèmes agricoles individuels présentant des bases de ressources, des modèles entrepreneuriaux, des subsistances domestiques et des contraintes largement similaires, et pour lesquels des stratégies de développement et des interventions similaires doivent s'appliquer. Selon l'ampleur de l'analyse, un système agricole peut englober plusieurs dizaines ou millions de ménages.

ACRONYMES

AAFT	Fondation Africaine pour les Technologies Agricoles
ACC	Adaptation au changement climatique
ACDI	Agence canadienne de développement international
AEM	Analyse de l'Economie des Ménages
AGRA	Alliance pour une révolution verte en Afrique
APD	Aide publique au développement
APEs	Accord de partenariat économique
ASARECA	Association pour le Renforcement de la Recherche Agricole en Afrique Orientale et Centrale
ASS	Afrique sub-saharienne
BAD	Banque africaine de développement.
BM	Banque mondiale
CAD	Comité d'aide au développement (OECD)
CC	Changement climatique
CDA	Communauté de développement de l'Afrique australe
CEA	Commission économique de l'ONU pour l'Afrique
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEMAC	Commission de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CER	Communautés économiques régionales
CGIAR	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
CILSS	Comité permanent Inter-états de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel
CMAOC	Conférence des Ministres de l'Agriculture de l'Afrique de l'Ouest et du Centre
COMESA	Marché commun d'Afrique orientale et australe
CORAF	Conseil ouest et centre Africain pour la recherche et le développement agricole
CRDI	Centre de recherches pour le développement international
DFID	Département britannique pour le développement international

Transformation rurale en Afrique : la voie de la réussite

DIE	Deutsches Institut für Entwicklungspolitik
DSRP	Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté
EAAPP	Eastern Africa Agricultural Productivity Program
EAFF	Fédération des agriculteurs d'Afrique orientale
EIARD	L'initiative européenne sur la recherche agricole pour le développement
EMBRAPA	Entreprise brésilienne de recherche agronomique et d'élevage
FAAP	Cadre pour la productivité agricole en Afrique
FARA	Forum pour la recherche agricole en Afrique
FED	Fond européen du développement
FIDA	Fonds international pour le développement agricole
FMI	Fonds monétaire international
FMNR	Farmer-managed natural regeneration
FNS	Sécurité alimentaire et nutritionnelle
FOCAC	Forum sur la coopération sino-africaine
FTF	Feed the Future initiative
GRN	Gestion des ressources naturelles (NRM)
IFC	International Finance Corporation
IFPRI	Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires
IITA	Institut international d'agriculture tropicale
IMF	Institution de microfinancement
JICA	Agence japonaise de coopération internationale
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCS	Organisations de la société civile

Transformation rurale en Afrique : la voie de la réussite

OGM	organisme génétiquement modifié
OIT	Organisation internationale du travail
OMC	Organisation mondial du commerce
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
ONG	Organisations non gouvernementales
ONU	Organisation des Nations unies
ONUAA	Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations unies
OSC	Organisations de la société civile
PAEPARD	Plateforme pour les partenariats Africains et Européens dans le domaine de la recherche et du développement agronomique
PAFO	Organisation Panafricaine des Agriculteurs
PAM	Programme alimentaire mondial
PDDAA	Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine
PFR	Pays à faibles revenus
PIB	Produit intérieur brut
PMASA	Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire
PMD	Pays moins développés
PNB	Produit national brut
PNIMT	PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT À MOYEN TERME
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PRM	Pays à revenus moyens
PROPAC	Plate-forme sous-régionale des organisations paysannes d'Afrique centrale
R&D	Recherche et développement
ROPPA	Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest

Transformation rurale en Afrique : la voie de la réussite

SACAU	Confédération des syndicats agricoles d'Afrique australe
SAM	Severe Acute Malnutrition
SFI	Société financière internationale
SRP	Stratégie de réduction de la pauvreté
TIC	Technologies de l'information et de la communication
TSA	Tout sauf les armes
UA	Union africaine
UE	Union européenne
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
UITA	Union internationale des travailleurs du secteur alimentaire
UMAGRI	Union Magrebine des Agriculteurs / Farmers Union of the Maghreb
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
USDA	Ministère de l'Agriculture des États-Unis
WASH	Promotion de l'assainissement de l'eau et de l'hygiène

SOURCES

AATF

AATF (African Agricultural Technology Foundation). 2010. *A Study on the Relevance of Chinese Agricultural Technologies to Smallholder Farmers in Africa*. Nairobi, Kenya: African Agricultural Technology Foundation. <http://aatf-africa.org/userfiles/AATF-Chinese-technologies-report.pdf>

ACTION AID

ActionAid 2013. *Fair Shares: is CAADP working?* Rapport ActionAid http://www.actionaid.org/sites/files/actionaid/fair_shares_caadp_report.pdf

Tibbett, S. 2011. *'CAADP. A Toolkit for Civil Society Organization, Engagement and Advocacy'*. Johannesburg: ActionAid International. http://www.actionaid.org/sites/files/actionaid/caadp_toolkit_to_print.pdf

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

Barka, H.B. 2011. *Brazil's Economic Engagement with Africa*. Briefing économique sur l'Afrique. Groupe de la Banque africaine de développement. http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/Brazil%27s_Economic_Engagement_with_Africa_rev.pdf

Binswanger-Mkhize, Hans & Alex F. McCalla, 2008, *'The Changing Context and Prospects for Agricultural and Rural Development in Africa'*, Document de fond, évaluation conjointe BAD-FIDA sur le DAR en Afrique. Tunis: Banque africaine de développement et Rome: Fonds international pour le

développement agricole <http://www.ifad.org/evaluation/jointevaluation/docs/annex1.pdf>

CONSORTIUM AFRICAIN POUR LA RECHERCHE ÉCONOMIQUE

Gollin, D. 2009. *Agriculture as an Engine of Growth and Poverty Reduction*. Document commandé pour le Consortium africain pour la recherche économique, projet sur la compréhension des liens entre la croissance et la réduction de la pauvreté en Afrique. Nairobi, Kenya: Consortium africain pour la recherche économique.

CENTER FOR GLOBAL DEVELOPMENT

Elliot, K. et E. Collins (2012). *'Assessing Quality of Aid for Agriculture'*. Document de politique 010, 2012/08, Washington D.C.: Center for Global Development.

Timmer, P. 2009. *A World without Agriculture: The Structural Transformation Process in Historical Perspective*. Washington, DC: American Enterprise Institute Press. Également disponible sous le titre Timmer, T. et S. Akkus. 2008. *The Structural Transformation as Pathway from Poverty: Analytics, Empirics, and Politics*. Document de politique n° 150, Washington D.C.: Center for Global Development.

CTA

Briefing de Bruxelles n° 30, CTA. *La résilience agricole face aux crises et aux chocs*. http://briefingsbruxelles.files.wordpress.com/2013/03/final-cta-reader-30_agricultural-resilience-fre-rev1.pdf

Briefing de Bruxelles n° 28, CTA. *Lutter contre le gaspillage alimentaire en temps de crise*. <http://brusselsbriefings.files.wordpress.com/2012/07/reader-br-28-addressing-food-waste-in-times-of-crisis-fre.pdf>

Briefing de Bruxelles n° 25, CTA. *Volatilité des prix alimentaires* <http://briefingsbruxelles.files.wordpress.com/2009/02/r19fr.pdf>

Briefing de Bruxelles n° 24, CTA. *Principaux facteurs de transformation rurale en Afrique* <http://brusselsbriefings.files.wordpress.com/2012/10/br-24-reader-br-24-rural-transformation-in-africa-fre.pdf>

Briefing de Bruxelles n° 23, CTA. *Sécurité nutritionnelle dans les pays ACP: le rôle central de l'agriculture* <http://briefingsbruxelles.files.wordpress.com/2009/02/r17fr.pdf>

Briefing de Bruxelles n° 21, CTA. *Géopolitique de l'alimentation: implications pour les pays ACP* <http://briefingsbruxelles.files.wordpress.com/2009/02/r15fr.pdf>

ECDPM

Roquefeuil, Q. de. 2013. *The CAADP and emerging economies : The case of Ghana and Brazil. (Document de discussion de l'ECDPM n° 146)*. [http://www.ecdpm.org/Web_ECDPM/Web/Content/Download.nsf/0/62DBA2A17D0C7112C1257B9800301BA1/\\$FILE/DPI46ECDPM%20study_CAADP%20Ghana%20and%20Brazil.pdf](http://www.ecdpm.org/Web_ECDPM/Web/Content/Download.nsf/0/62DBA2A17D0C7112C1257B9800301BA1/$FILE/DPI46ECDPM%20study_CAADP%20Ghana%20and%20Brazil.pdf)

Lui D., Rosengreen A. et de Roquefeuil Q. 2013. *Emerging Economies and the Changing*

Transformation rurale en Afrique : la voie de la réussite

Dynamics in African Agriculture: what role for CAADP? Document de discussion n° 145 de l'ECDPM.

[http://www.ecdpm.org/Web_ECDPM/Web/Content/Download.nsf/0/B6CEBF334AF699AFC1257B91002C9563/\\$FILE/DP%20145%20Emerging%20Economies%20and%20the%20Changing%20Dynamics.pdf](http://www.ecdpm.org/Web_ECDPM/Web/Content/Download.nsf/0/B6CEBF334AF699AFC1257B91002C9563/$FILE/DP%20145%20Emerging%20Economies%20and%20the%20Changing%20Dynamics.pdf)

Rosengren, A. 2013. *The CAADP and emerging economies: The case of Tanzania. (Document de discussion de l'ECDPM n° 147).*

[http://www.ecdpm.org/Web_ECDPM/Web/Content/Download.nsf/0/09CCB2DFD994AF61C1257BA20026F954/\\$FILE/DP%20147%20CAADP%20and%20Emerging%20econ%20Tanzania.pdf](http://www.ecdpm.org/Web_ECDPM/Web/Content/Download.nsf/0/09CCB2DFD994AF61C1257BA20026F954/$FILE/DP%20147%20CAADP%20and%20Emerging%20econ%20Tanzania.pdf)

Afun-Odigian, D. 2012. *Taking stock of CAADP in West Africa: state of play and challenges ahead for the region.* GREAT Insights, Volume 1, numéro 2. Mars-avril 2012

http://www.ecdpm.org/Web_ECDPM/Web/Content/Content.nsf/7732def81ddd7ac1256c240034fe65/15199b121100a24cc12579d1003fbf99?OpenDocument

Rampa, F., J. van Seters et D. Afun-Ogidan. 2012. *Regional approaches to food security in Africa: The CAADP and other relevant policies and programmes in SADC* (Document de discussion de l'ECDPM n°128b).

[http://www.ecdpm.org/Web_ECDPM/Web/Content/Download.nsf/0/9C6033B64C526EB2C1257A3700564AB3/\\$FILE/DP128b%20final%2023-04.pdf](http://www.ecdpm.org/Web_ECDPM/Web/Content/Download.nsf/0/9C6033B64C526EB2C1257A3700564AB3/$FILE/DP128b%20final%2023-04.pdf)

Seters, J. van, D. Afun-Ogidan et F. Rampa. 2012. *Regional approaches to food security in Africa: The CAADP and other relevant policies and*

programmes in ECOWAS (Document de discussion n°128d). Maastricht: ECDPM.

[http://www.ecdpm.org/Web_ECDPM/Web/Content/Download.nsf/0/D8D56321D5797162C1257A2400616D89/\\$FILE/DP128d%20final%2023-04.pdf](http://www.ecdpm.org/Web_ECDPM/Web/Content/Download.nsf/0/D8D56321D5797162C1257A2400616D89/$FILE/DP128d%20final%2023-04.pdf)

EIARD

Morton, J. 2010. Initiative européenne sur la recherche agricole pour le développement (EIARD). *Analysis of donor support to CAADP Pillar 4 -Phase 1.* Bruxelles: Initiative européenne sur la recherche agricole pour le développement.

FAO

FAO, 2013. *Crop prospects and food situation.*

<http://www.fao.org/docrep/018/aq114e/aq114e.pdf>

FAO, 2012. *Why Africa has become a net food importer*

http://www.fao.org/fileadmin/templates/est/PUBLICATIONS/Books/AFRICA_STUDY_BOOK_REVISIED_low_res.pdf

FAOSTAT. 2011. Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.

<http://faostat.fao.org/DesktopDefault.aspx?PageID=291&lang=fr>

FAO. 2011. *Climate-smart agriculture: managing ecosystems for sustainable livelihoods.* <http://www.fao.org/docrep/015/an177e/an177e00.pdf>

Collier, P. et S. Dearcon. 2011. *African Agriculture in 50 Years: Smallholders in a Rapidly Changing World?* Document préparé pour la réunion d'experts de

l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur l'alimentation du monde en 2050, Rome, 24-26 juin 2009.

FAO-OCDE avec la contribution de la FIDA, du FMI, de la CNUCED, du PAM, de la Banque mondiale, de l'OMC, de l'IFPRI et du ESHN de l'ONU. 2011. *Price Volatility in Food and Agricultural Markets: Policy Responses.* Rapport politique. <http://www.oecd.org/trade/agricultural-trade/48152638.pdf>

Collier, P. et S. Dearcon. 2009. *African Agriculture in 50 Years: Smallholders in a Rapidly Changing World?* FAO, réunion d'experts sur l'alimentation du monde en 2050. Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, département pour le développement économique et social <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/012/ak983e/ak983e00.pdf>

FAO, 2011. *L'insécurité alimentaire dans le monde,* Rome.

<http://www.fao.org/docrep/014/i2330f/i2331f00.pdf>

Brown, M. 2009. *Rapid Assessment of Aid Flows for Agricultural Development in Sub-Saharan Africa.* Document de discussion 2009/09 de la division du centre d'investissement de la FAO. Rome: Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations unies.

FAO, 2001. *Systèmes de production agricole et pauvreté. Improving farmers' livelihood in a changing world* <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/004/ac349f/ac349f00.pdf>

Transformation rurale en Afrique : la voie de la réussite

FARA

Forum pour la recherche agricole en Afrique (FARA). 2006. *Cadre pour la productivité agricole en Afrique*. Accra, Ghana.

http://www.fara-africa.org/media/uploads/File/FARA%20Publications/FAAP_French.pdf

FUTURE AGRICULTURES CONSORTIUM

Berhanu K. 2013, *CAADP Ethiopia: A New Start?* Document de travail 060, Future Agricultures Consortium.

Poulton, 2012 *The State and performance of African Agriculture and the Impact of structural change*. Document de travail, Future Agricultures Consortium.

Wellard, Kate and Hughes, David, 2011. *Policy into Use: Accelerating Agricultural Growth through CAADP*. Briefing politique PDDAA, Future Agricultures Consortium.

FAC, 2009, *Fertiliser Subsidies: Lessons from Malawi for Kenya*. Document de briefing, février 2009, Brighton R-U: Future Agricultures Consortium.

FAC, 2008, *The Malawi Fertiliser Subsidy Programme: politics and pragmatism*. Document de briefing de Blessings Chinsinga, février 2008, Brighton R-U : Future Agricultures Consortium.

GFAR

Lele, U., J. Pretty, E. Terry et E. Trigo. 2010. *Transforming Agricultural Research for Development*. Rapport pour le Forum mondial

pour la recherche agricole (GFAR), conférence mondiale sur la recherche agricole (GCARD) 2010, Montpellier, 28-31 mars, 2010.

FIDA

Poole, N. 2006. *L'innovation: enjeux, contraintes et opportunités pour les ruraux pauvres*. Rome: Fonds international pour le développement agricole.

<http://www.ifad.org/events/gc/29/panel/f/poole.pdf>

IFPRI

IFPRI. 2011. *Africa Agricultural R&D in the New Millennium: Progress for Some, Challenges for Many*. Washington, D.C.

<http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/pr24.pdf>

IFPRI, 2010 'Innovation in Rural And Agriculture Finance'. Focus 18, Briefing 4

<http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/focus18.pdf>

Kwadwo Asenso-Okyere et Samson Jemaneh. *Increasing Agricultural productivity and enhancing food security in Africa. New Challenges & Opportunities*. IFPRI. 2012.

<http://tinyurl.com/nfnfp3cj>

Badiane, O., S. Odjo et J. Ulimwengu. 2011. *Emerging Policies and Partnership under the CAADP Agenda: Implications for Long Term Growth, Food Security, and Poverty Reduction*. Document de discussion de l'IFPRI. <http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/ifpridp01145.pdf>

Badiane, O. 2011. *Agriculture and Structural Transformation in Africa*. Série symposiums de Stanford sur les politiques et la sécurité alimentaires dans le monde au 21^e siècle. Stanford, CA: Freeman Spogli Institute for International Studies.

http://woods.stanford.edu/sites/default/files/files/Stanford-Synthesis-Volume-on-Global-Food-Policy-and-Food-Security-in-the-21st-Century_0.pdf

Badiane, O. et J. Ulimwengu. 2009. *The growth-poverty convergence agenda : optimizing social expenditures to maximize their impact on agricultural labor productivity, growth, and poverty reduction in Africa*. Document de discussion de l'IFPRI n° 906, Washington D.C.: IFPRI.

<http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/ifpridp00906.pdf>

Badiane, O. 2008. *Sustaining and accelerating Africa's agricultural growth recovery in the context of changing global food prices*. Briefing politique de l'IFPRI n° 9, Washington D.C.: IFPRI.

<http://www.ifpri.org/sites/default/files/pubs/pubs/bp/bp009.pdf>

Barrett C., M. Carter et P. Timmer (2010), *A century-long perspective on agricultural development*,

American Journal of Agricultural Economics, Vol. 92, n° 2, OUP, Oxford, juillet.

Beintema, N. M. et G. J. Stads. 2006. *Agricultural R&D in Sub-Saharan Africa: An Era of Stagnation*. Document de fond ASTI Washington, D.C.: Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.

Transformation rurale en Afrique : la voie de la réussite

http://www.asti.cgiar.org/pdf/AfricaRpt_200608.pdf

Binswanger-Mkhize, H. P. et A. F. McCalla. 2009a. *The Changing Context and Prospects for agricultural and Rural Development in Africa*. Rome et Tunis: Fonds international pour le développement agricole et Banque africaine de développement.

<http://www.asti.cgiar.org/pdf/conference/Theme1/Binswanger.pdf>

Diao Xinshen, James Thurlow, Samuel Benin et Shenggen Fan. 2012. *Strategies and priorities for African agriculture: economy wide perspectives from country studies*. IFPRI

<http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/oc73.pdf>

Diao, X., P. Hazell, D. Resnick et J. Thurlow. 2007. *The Role of Agriculture in Development: Implications for Sub-Saharan Africa*. Rapport de recherche 153. Washington, D.C.: Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.

<http://www.ifpri.org/sites/default/files/pubs/pubs/abstract/153/rr153.pdf>

Diao, X. et P. Hazell. 2004. *Exploring Market Opportunities for African Smallholders*. Conférence 2020 Africa, briefing n° 6, Washington D.C.: Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.

<http://www.ifpri.org/sites/default/files/pubs/pubs/ib/ib22.pdf>

Eicher, C.K. 2003. *Flashback: Fifty Years of Donor Aid to African Agriculture*. Document présenté à la conférence politique internationale sur les succès de l'agriculture africaine: recommandations pour

l'avenir, Pretoria: Afrique du Sud.

<http://www.ifpri.org/events/conferences/2003/120103/papers/paper16.pdf>

Fan, S. 2011. *Smallholder Farming and Food Security in Africa: Opportunities and Challenges*. Présentation au programme de mastères collaboratifs en économie agricole et appliquée (CMAAE), Kampala, Ouganda

Fan, S., B. Omilola et M. Lambert. 2009. *Public Spending for Agriculture in Africa: Trends and Composition*. Document de travail n° 28 ReSAKSS, Washington D.C.:

Système régional d'analyse stratégique et de soutien aux connaissances, IFPRI.

<http://www.resakss.org/sites/default/files/pdfs/public-expenditure-tracking-in-africa-trends-and-c-42375.pdf>

Gabre-Madhin, Eleni Z. & Steven Haggblade, 2001, *Successes in African agriculture: results of an expert survey*, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, Washington D.C.

http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/syn04_survey.pdf

Haggblade S., P. B. R. Hazell. 2010. *Successes in African agriculture. Lessons for the Future*. IFPRI. Briefing n° 63.

Haggblade, Steven Peter Hazell, Ingrid Kirsten et Richard Mkandawire, 2003, *African Agriculture: Past Performance, Future Imperatives*, document de conférence n°2 présenté à la conférence InWEnt, IFPRI, NEPAD et CTA sur les succès de l'agriculture africaine, Pretoria,

1-3 décembre, 2003.

<http://www.ifpri.org/sites/default/files/pubs/events/conferences/2003/120103/papers/paper2.pdf>

Hans P. Binswanger-Mkhize, Derek Byerlee, Alex McCalla, Michael Morris et John Staatz. 2011. *The Growing Opportunities for African Agricultural Development*. Conférence ASTI/IFPRI - FARA. IFPRI

<http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/binswanger.pdf>

Pratt, A. N. et B. Yu. 2008. *An Updated Look at the Recovery of Agricultural Productivity in Sub-Saharan Africa*. Document de discussion de l'IFPRI n° 00787, Washington D.C.:

<http://www.ifpri.org/sites/default/files/pubs/pubs/dp/ifpridp00787.pdf>

ReSAKSS. 2011. *Agricultural trends and outlook report 2010*. Washington, D.C.: IFPRI.

<http://www.resakss.org/sites/default/files/pdfs/trends-and-spatial-patterns-in-agricultural-produce-53115.pdf>

Timmer P., M. McMillan, O. Badiane, D. Rodrik, H. Binswanger-Mkhize et F. Wouterse. 2012. *Patterns of growth and structural transformation in Africa. Trends and lessons for future development strategies*. Note thématique de recherche, Bureau d'Afrique occidentale et centrale de l'IFPRI

<http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/wcaotn02.pdf>

Ulimwengu J., T. Badibanga. 2012. *The sophistication and diversification of the African Agricultural Sector. A product space approach*. Document de discussion O1156 de l'IFPRI,

Transformation rurale en Afrique : la voie de la réussite

Bureau d'Afrique occidentale et centrale de l'IFPRI

<http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/ifpridp01156.pdf>

John Ulimwengu, P.Sanyal. 2011. *Using a spatial growth model to provide evidence of agricultural spillovers between countries in the NEPAD CAADP Framework*.

Document de discussion 1069, Washington D.C.: IFPRI.

<http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/ifpridp01069.pdf>

Von Braun, J. et R. Meinzen-Dick.

2009. *Land Grabbing by Foreign Investors in Developing Countries : Risks and opportunities*.

Briefing politique de l'IFPRI n° 13, Washington D.C.: IFPRI.

<http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/bp013all.pdf>

NEPAD-PDDAA

NEPAD (2003). *Comprehensive Africa Agriculture Development Programme*. Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, publication de développement 2003/07. Midrand: NEPAD)

<http://www.nepad.org/system/files/caadp.pdf>

NEPAD-PDDAA. 2010. *Accélérer la mise en œuvre du PDDAA au niveau pays: Guide des acteurs*. 2009.

<http://www.caadp.net/pdf/Guide%20PDDAA%20fina%20Novl.pdf>

Cooksey, Brian, 2013. *The Comprehensive Africa Agriculture Development Programme (CAADP) and Agricultural Policies in Tanzania : Going with or against the grain?* FAC Political Economy of Agricultural Policy in Africa (PEAPA).

Briefing politique FAC PDDAA. From

technology transfer to innovation systems: sustaining a Green Revolution in Africa.

Mwape F. 2009. *How are countries measuring up to the Maputo declaration?* Briefing politique du PDDAA. NEPAD

<http://www.nepad-caadp.net/pdf/How%20are%20countries%20measuring%20up%20to%20the%20Maputo%20declaration.pdf>

Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique. 2009.

The framework for trade-related infrastructure development and market Access (FIMA). NEPAD.

<http://www.nepad-caadp.net/pdf/CAADP%20Pillar%20II%20FIMA%20Full%20Document.pdf>

ODI

Steve Wiggins & Henri Leturque, 2010. *Helping Africa to feed itself. Promoting agriculture to address poverty and hunger. A Development Policy Forum (DPF)*. Document de discussion.

<http://www.odi.org.uk/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/6265.pdf>

Wiggins, Steve & Sharada Keats, 2009, *Current state of food security in Africa and the Africa-EU partnership on the Millennium Development Goals*, document pour la 2e réunion du groupe conjoint d'experts, Partenariat Afrique-UE sur les OMD, 24 mars 2009, Pretoria. Londres : Future Agricultures Consortium & ODI, Londres

http://www.fanrpan.org/documents/d00953/UA-UE_MDG_partnership-Food_Security_Paper.pdf

Steve Wiggins et Priya Deshingkar, 2007. *Rural Employment and migration: In search of decent work*, briefing ODI n° 27.

<http://www.odi.org.uk/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/6.pdf>

OCDE

OCDE-FAO (Organisation pour la coopération et le développement économiques et Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture). 2011. *Agricultural Outlook, 2011-2020*. Paris et Rome.

<http://www.oecd.org/site/oecd-faoagriculturaloutlook/48202074.pdf>

UK FOOD GROUP

UK Food Group. 2008. *More Aid for African Agriculture. Policy implications for Small scale Farmers*. Londres: UK Food Group.

http://www.ukfg.org.uk/docs/More_Aid_for_African_Agriculture_MAIN_REPORT.pdf

NATIONS UNIES

Sundaram J. K., O. Schwank et R. von Arnim. 2011. *Globalization and development in sub-Saharan Africa*. Département des affaires économiques et sociales des Nations unies, document de travail n° 102 ONU/DAES.

http://www.un.org/esa/desa/papers/2011/wp102_2011.pdf

Umbadda S. et Elgizouli I. *Foreign aid and sustainable agriculture in Africa*.

Document de travail n° 2013/081 UNU-WIDER. 2013

CNUCED 2013. *Le développement économique en Afrique Rapport 2013*.

Transformation rurale en Afrique : la voie de la réussite

http://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/aldcafrica2013_fr.pdf

Bureau de l'ONU du Conseiller spécial pour l'Afrique. 2010. *Aid to Africa 2010*. Briefing politique, 1er octobre. New-York: Bureau de l'ONU du Conseiller spécial pour l'Afrique. CENUA (Commission économique de l'ONU pour l'Afrique). 2009. *Rapport économique sur l'Afrique 2009: Développer l'agriculture en Afrique par les chaînes de valeur régionales*. Addis-Abeba, Éthiopie: CENUA http://www.uneca.org/sites/default/files/publications/era2009_fr_full.pdf

Département des affaires économiques et sociales des Nations unies (2012). *Food Security and Nutrition and Sustainable Agriculture*. New-York: Division de l'ONU pour le développement durable. <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=258>

Programme de développement des Nations unies 2012. *Towards a Food Secure Future*. Rapport sur le développement humain en Afrique. New-York: Programme des Nations unies pour le développement. <http://www.undp.org/content/dam/undp/library/corporate/HDR/Africa%20HDR/UNDP-Africa%20HDR-2012-EN.pdf>

Nations unies. 2013. *The Rise of the South: Human Progress in a Diverse World*. Rapport sur le développement humain. New-York : Programme des Nations unies pour le développement. http://hdr.undp.org/en/media/HDR_2013_EN_complete.pdf

BANQUE MONDIALE

Byerlee, D., X. Diao et C. Jackson. 2005. *Agriculture, Rural Development and Pro-Poor Growth: Country Experiences in a Post-Reform Era*. Document de discussion 21 sur le développement agricole et rural, Washington D.C.: Banque mondiale. http://siteresources.worldbank.org/INTARD/Resources/PPG_final.pdf

Keyser, J. C. 2006. *Definition of Methodology and Presentation of Templates for Value Chain Analysis: Competitive Commercial Agriculture in Africa (CCAA)*. Washington, D.C.: Banque mondiale.

Michael Morris, édité par Gunnar Larson. 2009. *Awakening Africa's Sleeping Giant: Prospects for Commercial Agriculture in the Guinea Savannah Zone and Beyond*. Banque mondiale. <http://siteresources.worldbank.org/EXTARD/Resources/336681-1231508336979/SleepingGiantFinal.pdf>

Ndulu, B., avec L. Chakraborti, L. Lijane, V. Ramachandran et J. Wolgin. 2007. *Challenges of African*

Growth : Opportunities, Constraints and Strategic Directions. Washington, D.C. : Banque mondiale. http://siteresources.worldbank.org/AFRICAEXT/Resources/AFR_Growth_Advance_Edition.pdf

Poulton, C., G. Tyler, P. Hazell, A. Dorward, J. Kydd et M. Stockbridge. 2008. *All-Africa Review of Experiences with Commercial Agriculture : Lessons from Success and Failure*.

http://siteresources.worldbank.org/INTAFRICA/Resources/257994-1215457178567/CCAA_Success_failure.pdf

Staatz, J. et N. N. Dembélé. 2007. *Agriculture for Development in Sub-Saharan Africa*. Document de fond pour le rapport sur le développement dans le monde 2008. Agriculture pour le développement.

Banque mondiale (2013). *Growing Africa. Unlocking the potential of agribusiness*. <http://siteresources.worldbank.org/INTAFRICA/Resources/africa-agribusiness-report-2013.pdf>

Banque mondiale - CFI (Corporation financière internationale). 2011. *Doing Business 2011, Making a Difference for Entrepreneurs*. Washington, D.C. <http://www.doingbusiness.org/~media/fpdkm/doing%20business/documents/annual-reports/english/db11-fullreport.pdf>

Banque mondiale. 2011. Programme RuralStruc. http://www.nepad.org/system/files/RuralStruc%20presentation_Rural%20Futures_Addis-May%2025%202011.pdf

Banque mondiale. 2011. *Fact Sheet : The World Bank and Agriculture in Africa*. <http://go.worldbank.org/GUJ8RVMRLO>

Banque mondiale. 2011. Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest APL (WAAPP-1C). <http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/AFR/2013/08/31/09022>

Transformation rurale en Afrique : la voie de la réussite

4b081d69895/1_0/Rendered/PDF/Africa000West00Report000Sequence004.pdf

Banque mondiale. 2010. Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest APL (WAAPP-1C). http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/AFR/2011/12/10/0EF67687A778361E85257962005DDCC3/1_0/Rendered/PDF/P1171480ISRODi010201101323536713508.pdf

Banque mondiale. 2010. *Growth and Productivity in Agriculture and Agribusiness*. Washington, D.C.: Banque mondiale. http://www.thehindu.com/multimedia/archive/00271/Overview__Growth_an_271573a.pdf

Banque mondiale, 2009b, *Rapport sur le développement dans le monde. Développement et changement climatique*, Washington D.C.: Banque mondiale

Banque mondiale. 2009. *African infrastructure: A Time for Transformation*, Washington D.C. <http://infrastructureafrica.org/system/files/Africa%27s%20Infrastructure%20A%20Time%20for%20Transformation%20FULL%20TEXT.pdf>

Indicateurs mondiaux du développement (IMD). 2009. Washington, D.C.: Banque mondiale. <http://data.worldbank.org/sites/default/files/wdi-final.pdf>

Banque mondiale. 2008. *Agriculture pour le développement*. Rapports sur le développement dans le monde. Washington, D.C.: Banque mondiale. <http://siteresources.worldbank.org/>

INTWDR2008/Resources/WDR_00_book.pdf

Banque mondiale (IEG), 2007, *World Bank Assistance to Agriculture in Sub-Saharan Africa, an Independent Evaluation Group (IEG) Review*, Washington D.C.: Banque mondiale <http://www.givewell.org/files/DWDA%202009/Interventions/Agriculture/World%20Bank%20Assistance%20to%20Agriculture%20in%20Sub-Saharan%20Africa.pdf>

AUTRES RESSOURCES

Perspectives économiques en Afrique 2013. <http://www.undp.org/content/dam/rba/docs/Reports/African%20Economic%20Outlook%202013%20En.pdf>

AGRA. 2013. Africa Agriculture Status Report. Focus on staple crops. <http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/agrafinalaugust20akim.pdf>

Ariga, Joshua & T.S. Jayne, 2009, *Private Sector Responses to Public Investments and Policy Reforms: The Case of Fertilizer and Maize Market Development in Kenya*, 2^e version révisée : 21 septembre 2009

ASTI (Agricultural Science and Technology Indicators Initiative). 2010. *Data Procedures and Methodology*. <http://www.asti.cgiar.org/methodology>

Brautigam, D. 2009. *The Dragon's Gift: The Real Story of China in Africa*. New-York: Oxford University Press. <http://www.american.edu/sis/faculty/upload/Brautigam-Chinese-Aid-in-Africa.pdf>

Coppard, D. (2010). *Agricultural Development Assistance. A Summary Review of Trends and the Challenges of Monitoring Progress*. San Pedro: One Development Group.

Fuglie, K. 2010. *Total Factor Productivity in the Global Agricultural Economy: Evidence from FAO data, in The Shifting Patterns of Agricultural Production and Productivity Worldwide* (J.M. Alston, B. Babcock et P.G. Pardey, eds.). Ames, Iowa: Midwest Agribusiness Trade and Research Information Center. http://www.card.iastate.edu/books/shifting_patterns/pdfs/shifting_patterns_book.pdf

Fuglie, K. et D. Schimmelpfennig. 2010. *Introduction to the Special Issue on Agricultural Productivity Growth: A Closer Look at Large, Developing Countries*. *Journal of Productivity Analysis* 33 (2010). <http://naldc.nal.usda.gov/download/45471/PDF>

Fonds monétaire international (FMI) 2011. *Perspectives de l'économie mondiale: Croissance au ralenti, risques en hausse*. Washington, D.C. <http://www.imf.org/external/french/pubs/ft/weo/2011/02/pdf/textf.pdf>

Losch, Bruno, 2008, *La recherche d'une croissance agricole inclusive au cœur de la transition économique africaine*. Dans *Défis Agricoles Africains*, Ed. Jean-Claude Deveze, Karthala, Paris. http://publications.cirad.fr/une_notice.php?dk=545783

Reij, C.P. & E.M.A. Smaling, 2008, *Analyzing successes in agriculture and land management in Sub-Saharan Africa: Is macro-level gloom*

Transformation rurale en Afrique : la voie de la réussite

obscuring positive micro-level change?, Land Use Policy 25 (2008)

Sonobe, T. et K. Otsuka. 2011. *Cluster-based industrial development: A comparative study of Asia and Africa*. New-York: Palgrave Macmillan.

Spielman David J., Zaidi F. et Flaherty K. 2011. *Changing donor priorities and strategies for agricultural R&D in developing countries. Evidence from Africa*.

Spielman, D. J., F. Hartwich et K. von Grebmer. 2010. *Public-private Partnerships and Developing-Country Agriculture: Evidence from the*

International Agricultural Research System. Public Administration and Development 30 (4): 261-276.

http://www.future-agricultures.org/farmerfirst/files/T2a_Spielman.pdf

Saint-Martin, Gilles, 2009, *How EU policies could address Africa's food security*, Europe's World, printemps 2009. <http://www.europesworld.org/NewEnglish/Home/Article/tabid/191/ArticleType/ArticleView/ArticleID/21359/Default.aspx>

Timmer, C. Peter. 2009. *A world without agriculture: The structural transformation in historical perspective*. Dispensé par Henry

Wendt. Washington D.C.: American Enterprise Institute.

Ulimwengu, J. et T. Badibanga. 2011. *Sluggish African economic growth: Is lack of technological jump the cause?* Mimeo.

(2009) Zimmermann et al. *Agricultural Policies in Sub-Saharan Africa. Understanding CAADP and APRM Processes*. Deutsches Institut für Entwicklungspolitik.

http://www.die-gdi.de/CMS-Homepage/openwebcms3.nsf/%28ynDK_contentByKey%29/ANES-7X8J53?Open

Notes de fin de texte

- 1 Peter Timmer et Selvin Akkus, The Structural Transformation as a Pathway out of Poverty: Analytics, Empirics and Politics, Centre for Global Development, document de travail n° 150, juillet 2008.
- 2 FAO, 2011 « The state of food and Insecurity », <http://www.fao.org/docrep/014/i2330e/i2331e00.pdf>
- 3 Poulton, 2012 The State and performance of African Agriculture and the Impact of structural change. Document de travail, Future Agricultures Network.
- 4 Future Agriculture Network 2011
- 5 CNUCED, 2013 Economic Development in Africa – Unlocking private sector dynamism
- 6 Steve Wiggins & Henri Leturque, Helping Africa to feed itself. Promoting agriculture to address poverty and hunger. A Development Policy Forum (DPF). Document de discussion. 2010.
- 7 Panel de Montpellier. 2012. Growth with Resilience: Opportunities in African Agriculture. Londres: Agriculture for Impact.
- 8 The growing opportunities for African Agricultural Development. Hans P. Binswanger-Mkhize, Derek Byerlee, Alex McCalla, Michael Morris et John Staatz. ASTI. 2011
- 9 Kwadwo Asenso-Okyere et Samson Jemaneh. Increasing Agricultural productivity and enhancing food security in Africa. New Challenges & Opportunities. IFPRI.2012.
- 10 FAO, 2001 'Farming systems and poverty. Improving farmers' livelihood in a changing world'
- 11 Diao Xinshen, James Thurlow, Samuel Benin et Shenggen Fan. 2012. Strategies and priorities for African agriculture: economy wide perspectives from country studies. IFPRI
- 12 Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde, 2008
- 13 FAO, 2012 'Why Africa has become a net food importer'
- 14 Ibid.
- 15 Steve Wiggins & Henri Leturque, Helping Africa to feed itself. Promoting agriculture to address poverty and hunger. A Development Policy Forum (DPF). Document de discussion. 2010
- 16 FAO Stat 2011 <http://faostat.fao.org/DesktopDefault.aspx?PageID=339&lang=fr>
- 17 Ibid.
- 18 FAO, 2013. 'Crop prospects and food situation.'
- 19 Cameroun, République centrafricaine (RCA), Tchad, République du Congo, Guinée équatoriale, Gabon, RDC et São Tomé et Príncipe.
- 20 Ibid.
- 21 Kwadwo Asenso-Okyere et Samson Jemaneh. Increasing Agricultural productivity and enhancing food security in Africa. New Challenges & Opportunities. IFPRI 2012.
- 22 CNUCED 2013. Le Développement économique en Afrique, Rapport 2013.
- 23 Kwadwo Asenso-Okyere et Samson Jemaneh. Increasing Agricultural productivity and enhancing food security in Africa. New Challenges & Opportunities. IFPRI.2012.
- 24 Badiane, O. 2011. Agriculture and Structural Transformation in Africa. Série de symposiums de Stanford sur les politiques et la sécurité alimentaires dans le monde au 21^e siècle. Stanford, CA: Freeman Spogli Institute for International Studies.
- 25 Badiane, O. 2011. Agriculture and Structural Transformation in Africa. Série de symposiums de Stanford sur les politiques et la sécurité alimentaires dans le monde au 21^e siècle. Stanford, CA: Freeman Spogli Institute for International Studies.
- 26 Badiane, O. 2011. Agriculture and Structural Transformation in Africa. Série de symposiums de Stanford sur les politiques et la sécurité alimentaires dans le monde au 21^e siècle. Stanford, CA: Freeman Spogli Institute for International Studies.
- 27 Chefs d'État et de gouvernements
- 28 (2009) Zimmermann et al. Agricultural Policies in Sub-Saharan Africa. Understanding CAADP and APRM Processes Deutsches Institut für Entwicklungspolitik.
- 29 Ibid.
- 30 Ibid.
- 31 Lui D., Rosengreen A. et de Q. Roquefeuil. Emerging Economies and the Changing Dynamics in African Agriculture: what role for CAADP?
- 32 Umbadda S. et Elgizouli I. Foreign aid and sustainable agriculture in Africa. Document de travail n°2013/081 UNU-WIDER. 2013
- 33 Spielman David J., Zaidi F. et Flaherty K. Changing door priorities and strategies for agricultural R&D in developing countries. Evidence from Africa. 2011
- 34 Spielman David J., Zaidi F. et Flaherty K. Changing donor priorities and strategies for agricultural R&D in developing countries. Evidence from Africa. 2011
- 35 Badiane, O. 2011. Agriculture and Structural Transformation in Africa. Série de symposiums de Stanford sur les politiques et la sécurité alimentaires dans le monde au 21^e siècle. Stanford, CA: Freeman Spogli Institute for International Studies.
- 36 Steve Wiggins & Henri Leturque, Helping Africa to feed itself. Promoting agriculture to address poverty and hunger. A Development Policy Forum (DPF). Document de discussion. 2010
- 37 Ibid.
- 38 Steve Wiggins & Henri Leturque, Helping Africa to feed itself. Promoting agriculture to address poverty and hunger. A Development Policy Forum (DPF). Document de discussion. 2010
- 39 Umbadda S. et Elgizouli I. Foreign aid and sustainable agriculture in Africa. Document de travail n°2013/081 UNU-WIDER. 2013
- 40 Badiane, O. 2011. Agriculture and Structural Transformation in Africa. Série de symposiums de Stanford sur les politiques et la sécurité alimentaires dans le monde au 21^e siècle. Stanford, CA: Freeman Spogli Institute for International Studies.
- 41 Ibid.
- 42 Ibid.
- 43 Badiane, O. 2011. Agriculture and Structural Transformation in Africa. Série de symposiums de Stanford sur les politiques et la sécurité alimentaires dans le monde au 21^e siècle. Stanford, CA: Freeman Spogli Institute for International Studies.
- 44 Ibid.
- 45 Ibid.
- 46 Badiane, O. 2011. Agriculture and Structural Transformation in Africa. Série de symposiums de Stanford sur les politiques et la sécurité alimentaires dans le monde au 21^e siècle. Stanford, CA: Freeman Spogli Institute for International Studies.
- 47 Banque mondiale (2013) 'Growing Africa. Unlocking the potential of agribusiness' <http://siteresources.worldbank.org/INTAFRICA/Resources/africa-agribusiness-report-2013.pdf>
- 48 Badiane, O. 2011. Agriculture and Structural Transformation in Africa. Série de symposiums de Stanford sur les politiques et la sécurité alimentaires dans le monde au 21^e siècle. Stanford, CA: Freeman Spogli Institute for International Studies.
- 49 Binswanger-Mkhize, H., A.F. McCalla, and P. Patel. 2010. Structural transformation and African agriculture. Global Journal of Emerging Market Economies 2(2): 113-152.
- 50 Spielman David J., Zaidi F. et Flaherty K. Changing donor priorities and strategies for agricultural R&D in developing countries. Evidence from Africa. 2011



BRIEFINGS DE BRUXELLES SUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

UNE SÉRIE DE RÉUNIONS SUR DES QUESTIONS DE DÉVELOPPEMENT ACP-UE

En collaboration avec nos partenaires dans cette initiative conjointe, la Commission européenne (DG DEVCO), le Secrétariat ACP et le groupe des ambassadeurs ACP, la confédération CONCORD et divers medias, le CTA attend avec impatience de vous accueillir à notre prochain briefing de Bruxelles sur le développement rural.

Ne manquez pas les dernières nouvelles quotidiennes concernant les principales manifestations et événements ACP-EU à Bruxelles liés au développement agricole et rural sur notre weblog <http://bruxelles.cta.int/>

Pour en savoir plus : brussels.briefings@cta.int Tél : +32(0) 2 513 74 36

www.bruxellesbriefings.net

